

le monde  
libertaire

Revue mensuelle de la Fédération anarchiste  
adhérente de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde  
**libertaire**



## La fille aînée est orpheline

Impliqué dans de nombreuses affaires criminelles, Karol Józef Wojtyła a été mis hors d'état de nuire grâce à la patiente traque de l'agent Parkinson. En France, la pègre catholique pleure en chœur son Parrain.

M 02137 - 1393 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Comment savez-vous que vous êtes Dieu ?  
... C'est simple. Quand je lui adresse ma prière, il se trouve  
que je me parle à moi-même. »

Barnes in The Ruling class 1969

**hebdo n° 1393**

du 7 au 13 avril 2005

70p 2520

# Sommaire

**Le référendum**, on ne peut pas se boucher les oreilles, par Jean-Pierre levaray, page 3

**L'islam**, c'est comment pour vous ? par Nicolas, page 4

**Le profit**, sur le dos des malades, par Patrick Schindler, page 5

**Ça bouge** ou je rêve, **chez les pros** ? par Hugues, page 6

**L'autruche** n'a pas le rhume, par Frédo Ladriss, page 7

Bolkestein et **l'adoration du travail**, par Daniel T., page 8

**L'esclavage**, une idée très moderne, par Justhom, page 9

**Loi martiale** gare d'Austerlitz, par André Sulfide, page 10

**Savoir compter**, par Jacques Langlois, page 11

**Hennequin & Traimond** s'expriment, page 14

**Des anarchistes partout**, par Giorgio Sacchetti, page 15

**Une déclaration de foi**, par Potkine, page 17

**André Léo**, une oubliée, par Caroline Granier, page 18

La mémoire des **Limougeots**, page 19

**Des sous** pour Radio libertaire ! page 22

**Agenda**, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

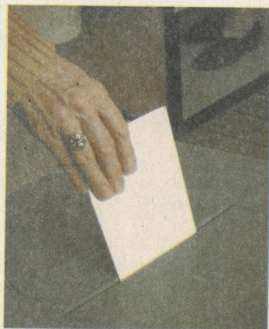
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépôt légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



**OUI OU NON?** Telle est la question qui brûle sur les lèvres de chacun depuis plusieurs semaines. Faut-il oui ou non rendre sa sainteté le pape à Dieu le père ?

En ce week-end de sidation, notre cher Jean-Paul a voulu nous donner un signe fort. Au moment où le débat sur la pénalisation de la transmission du sida est remis à l'ordre du jour, sont revenus à son bon souvenir les millions de litres de sang contaminé qu'il avait déversés sur toute l'Afrique – pour ne citer qu'elle – et s'est dit qu'il était peut-être temps de partir de peur que Dieu ne lui pardonne pas. Cette fin de vie aurait pu permettre à Douste de relancer le débat sur l'euthanasie. Au lieu de cela, le ministre de la Santé préfère se féliciter des premiers résultats positifs de sa réforme. En effet, il semble y avoir une baisse significative des arrêts de travail pour maladie. Si le taux de chômage atteint 20 % d'ici 2007 et que les contrats précaires continuent d'augmenter, il devrait réussir à sauver le système de sécurité sociale. Quand tu bosses pas il est difficile de t'arrêter et quand t'es précaire, le patron ou l'État t'arrête avant que t'aïlles voir le médecin. Quand on réfléchit un peu, on trouve toujours des solutions originales. Pour preuve la manifestation du 10 mars dernier. Les syndicats collabos qui en avaient assez de toujours manifester contre, ont choisi cette fois-ci de manifester pour. En arborant leurs jolis tee-shirts frappés des anneaux olympiques, ils ont surpris tout le monde par ce changement de stratégie de dernière minute. Résultat: un anneau virgule huit d'augmentation pour les fonctionnaires et rien pour le privé. Alors que les occasions sont multiples de mettre la pression sur le gouvernement (Jeux olympiques, référendum sur la Constitution), les organisations syndicales cogestionnaires réservent leurs places au stade de France pour 2012 pour donner un coup de pouce à la croissance – des salaires de leurs permanents.

En ce printemps que l'on attendait plus chaud, quelques bourgeois tentent en vain d'éclore avec des lycéens et lycéennes en occupation qui fleurissent leurs établissements, les compagnes et compagnons de Caen qui essaient de garder « la mauvasse herbe » et un bouquet de sans-papiers du 9<sup>e</sup> Collectif qui, après avoir tenté d'enlever les épines de la rose essaient de semer des graines de liberté au siège de l'UNICEF.



## Puisqu'il faut s'intéresser au référendum

Jean-Pierre Levaray

**PARFOIS, C'EST MARRANT LA VIE...** Prenez le référendum. Chirac et son gouvernement, soutenus par l'UMP et, en ordre dispersé, les Verts et le PS, nous lancent une campagne pour la Constitution européenne avec référendum à la clé. Histoire de nous occuper, et pour qu'on pense à autre chose qu'aux méfaits de l'exploitation.

Je ne sais pas si c'était un manque de clairvoyance de leur part (et c'est vrai qu'à l'annonce, la majorité des gens s'en fichait), voilà que le référendum se transforme en une arme du ras-le-bol et que le « non » semble prendre le dessus.

Un « non » parce que les gens en ont marre de ce gouvernement; un « non » parce que les ministres sont de plus en plus arrogants; un « non » parce que, malgré les mobilisations, les « réformes » (d'aucuns appelleront ça les saloperies) sont appliquées; un « non » à cause de la précarité qui gagne du terrain; un « non » à cause du lundi de Pentecôte; un « non » pour certains qui veulent se venger d'avoir dû voter « Chirac » en 2002; j'en passe et des meilleures.

Donc, outre le fait que certains partis ou groupuscules d'extrême gauche n'offrent comme seules perspectives, suite aux dernières manifestations et mouvements sociaux, que d'aller déposer un

« non » dans l'urne, il se trouve que c'est ce qui risque de se passer: le « non » risque de l'emporter. Transformant ce référendum en plébiscite contre Chirac et sa troupe.

Alors que la classe gouvernementale a toujours refusé d'écouter la rue (« Ce n'est pas la rue qui gouverne ! »), s'est toujours fichu des manifestations et des mouvements sociaux, voilà qu'un résultat négatif sur la Constitution semble les apeurer. Peut-être parce que ça la ficherait mal vis-à-vis des voisins européens, que ça les décrédibiliserait, que ça montrerait qu'ils ne savent pas tenir leurs troupes... Que sais-je ?

Toujours est-il que l'offensive pour le « oui » devient quasi agressive: la presse (tout entière pro-Constitution) explique à longueur de colonnes et au fil des ondes que ne pas dire « oui » c'est être demeuré; les pro-« oui » ont pignon sur rue et s'expriment partout; on nous explique que le « non » ce serait la ruine, le cataclysme, la guerre. Bref, on en arrive quasiment à l'irrationnel.

Parce que les politiciens ne sont pas si bêtes, ils savent que tout cela n'est pas suffisant, et aurait même tendance à dégoûter encore plus. La dernière trouvaille a donc été de nous faire dire, par Raffarin interposé, que ça y était, qu'ils nous avaient entendus, qu'ils avaient

enfin compris qu'on n'était pas tout à fait content (même *Libération* a fait suivre cette information).

Du coup, on y va dans l'effet d'annonce: Fillon dit qu'il va revoir sa réforme de l'école, et les ministères annoncent des augmentations de salaire.

Résultat des courses: rien ou si peu. La réforme Fillon passe; les fonctionnaires reçoivent une augmentation ridicule; dans le privé, il n'est envisagé, dans le meilleur des cas, que de l'intéressement et, pour les agriculteurs, des congés supplémentaires que la plupart ne pourront pas prendre.

Il ne peut pas en être autrement, la politique économique libérale ne peut pas amener autre chose que des miettes. La colère ne baisera donc pas après ces effets d'annonce. Quoi qu'il en soit, que les lecteurs du *Monde libertaire*

et les anarchistes optent pour l'abstention, parce que quel que soit le résultat du vote ça ne changera rien à l'aspect réactionnaire et libéral de la Constitution, ou optent pour voter « non », pour dire merde à Chirac, Hollande et consorts, ce n'est pas le problème. Ce qui compte c'est que tous (nous et chacun), nous continuions à faire en sorte que les luttes se développent et s'intensifient pour envoyer balader ce vieux monde.

Cela seul compte, et cette colère larvée doit déboucher sur des objectifs plus forts qu'un « non ».

Partout en France, des luttes se durcissent: les lycéens encore en lutte occupent des établissements scolaires, des luttes contre les délocalisations se radicalisent (les ouvriers de l'usine de Saint-Fons dans les Alpes, qui voient leur nombre divisé par deux par la simple

volonté de Total, s'invitent à une réunion de cadres dirigeants, les aspergent de peinture jaune et ouvrent une bonbonne d'ammoniaque dans la salle de réunion; à l'usine Yorkshire, près de Rouen, les patrons anglais qui viennent fermer l'entreprise sont séquestrés et accueillis à coup de lance à incendie, etc.); dans diverses usines, on voit renaître des types d'actions qu'on ne voyait plus, comme des grèves sauvages ou perlées, pour des augmentations de salaire ou de meilleures conditions de travail (et ce avec ou sans les syndicats), etc.

Il y a donc des choses qui se passent. Le tout est qu'elles ne restent pas en l'état et qu'elles se multiplient pour obtenir un véritable mouvement social. Et cela est bien plus intéressant que de mettre (ou pas) un bulletin de vote dans une urne.

J.-P. L.

## Les chrétiens en manque d'opium

Impliqué dans de nombreuses affaires criminelles depuis 1978, Karol Józef Wojtyła a été mis hors d'état de nuire grâce à la patiente traque de l'agent Parkinson.



Wojtyła, plus connu sous le sobriquet du « Pape », « Saint Père » ou encore « Jean-Paul II », s'est rendu tristement célèbre en sabotant, à travers ses puissants réseaux d'action, les différentes politiques sanitaires mises en œuvre pour éradiquer le virus du sida. Il s'est par ailleurs distingué par ses multiples attaques contre la communauté homosexuelle, menaçant ses membres de « brûler en enfer » (on recherche d'ailleurs toujours ce lieu supposé de supplices, sans résultat). Enfin, et pour compléter le sordide tableau de chasse, il est de notoriété publique que le « Pape » se livrait depuis plus de vingt-cinq ans au trafic de stupéfiants, plus précisément « l'opium du peuple » dont les nombreux drogués pleurent aujourd'hui leur fournisseur attiré, ce qui ne manque pas d'inquiéter les libres-penseurs.

Karol Józef Wojtyła va prochainement comparaître devant le tribunal de « Dieu », selon des sources proches du Vatican. On ignore cependant tout de cette juridiction et, compte tenu de l'empressement avec lequel le propre entourage de Wojtyła semble vouloir régler l'affaire, il y a tout lieu de son-

ger à un tribunal de complaisance. Les parties civiles, pourtant nombreuses à vouloir obtenir du « Pape » certaines explications sur sa conduite criminelle, ne savent plus à quels saints se vouer.

C'est tout dire!

Élément significatif, ce « Dieu », mystérieux et insaisissable personnage que l'on retrouve pourtant à chaque étape du triste parcours de Wojtyła, apparaît bien comme étant le commanditaire de l'ensemble des basses œuvres effectuées par le « Pape ». Ce dernier neutralisé, le problème demeure puisque de nombreux autres hommes de main sévissent par ailleurs, qui au Moyen-Orient, qui en Afrique, qui en Asie... Le doute ne subsiste plus quand on constate que « Dieu » s'est toujours ingénié à brouiller les pistes en changeant de pseudonyme selon les milieux et les circonstances: Allah, Yahvé, Bouddha... Une telle précaution, qui embarrasse encore considérablement les ennemis de l'obscurantisme, a cependant donné lieu à diverses guerres de clans, sans gravité hélas pour le fondement de l'organisation criminelle.

Aussi, s'il y a tout lieu de saluer l'anéantissement du « Pape », malgré les irrégularités troublantes de la procédure en justice, il ne faudra pas se réjouir trop vite. L'aire d'influence de Wojtyła, laissée vacante, ne manquera pas d'aiguiser l'appétit de nombreux prétendants, tous clans confondus. En ce sens, la guerre contre le crime religieux est loin d'être terminée.

André Sulfide

# Sida : arrêt de la production de génériques en Inde

## une véritable catastrophe humanitaire

LE 23 MARS, le parlement indien a adopté un projet de loi déposé seulement trois jours ouvrables auparavant et visant à réviser la loi indienne des brevets, ce qui revient à porter un coup d'arrêt à la fabrication des génériques. Pressée par les industriels occidentaux, New Delhi s'est montrée très zélée devant l'OMC et a préféré se mettre en conformité avec les accords de 1995, sur la propriété intellectuelle, négligeant toute souplesse offerte par un accord signé le 30 août 2003. Seuls les antirétroviraux inventés avant la date des accords pourront être copiés ; pour les autres, des droits devront être acquittés aux détenteurs de brevets, tandis que leur exclusivité courra dorénavant sur vingt ans.

### Stupeur unanime des organisations internationales

L'OMS, les ONG et les associations de malades s'alarment d'un tel durcissement, qui aura pour première conséquence de priver la dernière génération des malades du sida des pays du Sud de médicaments vendus dix fois plus chers dans ces régions. En effet, sur les 40 millions de malades du sida dans le monde, seuls 700 000 ont accès aux traitements antirétroviraux, dont la moitié d'entre eux reçoivent des médicaments indiens. De plus, en l'absence de concurrence des génériques, les coûts annuels par patient passeront de 200 à 2 000 dollars. Pour exemple, MSF<sup>1</sup> soigne aujourd'hui 70 % de ses 25 000 patients avec des génériques fabriqués en Inde. L'OMS a demandé au ministre indien de la Santé de « prendre au moins les mesures nécessaires pour continuer à subvenir aux besoins des nations les plus pauvres, qui nécessitent de toute urgence d'accéder aux antirétroviraux ». Une mise en garde d'autant plus importante que l'OMS a besoin des génériques indiens pour tenir les engagements de son fameux programme « 3 by 5 », c'est-à-dire, arriver au résultat de 3 millions de personnes sous antirétroviraux, d'ici à la fin 2005. Chirac a, quant à lui, une fois de plus brillé à Bruxelles, par sa verve inarrissable et, s'abstenant cette fois-ci d'annoncer une nouvelle subvention virtuelle, il s'est contenté d'adresser (mais un peu tard), un message au Premier ministre indien, pour le tancer !

### ActUp Paris dénonce une trahison de l'Inde

L'association déclare que « 40 millions de malades du sida ont été trahis par le gouvernement indien qui s'est acharné à adopter des

dispositions largement plus restrictives que celles demandées, tandis que l'Inde était jusqu'ici l'unique pays au monde à exporter des versions génériques bon marché de médicaments anti-VIH, en général brevetés ailleurs et hors de prix ». L'association exige « l'abolition des brevets partout où ils tuent, et appelle les pays africains à boycotter la candidature de l'Inde au Conseil de sécurité permanent des Nations unies en tant que représentante des



pays pauvres ». Toujours selon ActUp : « Cette décision a certainement dû être prise quand le gouvernement indien a réalisé que son industrie pharmaceutique était suffisamment moderne pour concurrencer les pays du Nord, beaucoup plus rentables que ceux du Sud. Sans oublier la prochaine réunion de l'OMC à Hongkong en 2005, où l'Inde souhaite préserver sa place, lors des prochaines négociations commerciales. »

L'inquiétude de l'association porte également sur les résistances aux traitements dits de première ligne, les plus anciens, qui apparaissent chez quasiment tous les malades du sida au bout de trois à cinq ans. En effet, l'obstacle des brevets ne permettra pas de copier les traitements les plus récents, et les malades les plus

pauvres, contraints de se soigner à vie, sont condamnés à utiliser les médicaments les plus anciens, bientôt inefficaces.

### Un terrible retour en arrière

L'impression dominante est un retour à l'époque où le traitement du sida coûtait 10 000 dollars par an et par patient. De plus, la décision indienne semble porter un coup fatal aux années de lutte et de mobilisation internationales menées ces dernières années, en faveur de la réduction du prix et l'accès aux soins. Déjà, les premiers groupes pharmaceutiques, dont le britannique GlaxoSmithKline, se félicitent de la décision du parlement indien d'amender la loi sur les brevets. De plus, cette décision remet en question la déclaration de Doha de 2001, de passer outre les droits de propriété intellectuelle « en cas de grave menace sur la santé publique ». On peut également s'interroger sur le sens profond de la propriété intellectuelle, dans le contexte actuel des pays du Sud.

### Deux tout derniers petits espoirs

Il ne reste plus qu'une alternative pour limiter la casse, avec tout d'abord l'exemple du Brésil qui a lancé un programme d'accès national aux soins, alors que l'on compte sur ce continent le plus grand nombre de séropositifs au monde (5 millions) après l'Afrique du Sud. De fait, le Brésil dépense 70 % à 80 % de son budget santé pour se procurer des antirétroviraux brevetés, alors qu'en principe, les brevets ont été inventés pour « stimuler l'innovation ». Mais, jamais à ce jour, aucune opération d'envergure n'a été réellement organisée avec une volonté politique de faire avancer la recherche, uniquement orientée vers le profit généré par le secteur privé. Comme le rappelle MSF, depuis 1980, sur 1 400 nouveaux médicaments, seuls 1 % d'entre eux concernent les maladies tropicales. Le second souhait à formuler est que l'Inde osera faire preuve de souplesse dans sa transposition des accords. Mais ne nous leurrions pas, une telle attitude ne pourrait venir qu'en raison d'une forte mobilisation internationale militante, en faveur des médicaments pour toutes et tous !

Patrick Schindler

Groupe-claaaash@federation-anarchiste.org

1. Organisation mondiale de la santé.
2. Médecins sans Frontières

# Nouvelles des fronts



**CARREFOUR EN GRÈVE**, une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais, quand un secteur sans tradition de lutte – où le nombre de syndiqués est infime et où la répression antisyndicale est quotidienne – bouge, l'espoir est permis. N'est-ce pas là le début d'un retour aux luttes offensives? L'annonce d'un changement dans l'attitude des salariés? Fini les grèves défensives, relevons la tête, d'abord pour les salaires et les conditions de travail – épouvantables dans ce secteur où bas salaires, précarités et temps partiel imposé sont un mode de gestion des « ressources humaines » –, ensuite, après l'occupation des parkings, celle des magasins, quitte à entraver la liberté du commerce. En bref, pour les « carrefours » et pour d'autres, l'heure de poser des revendications d'une autre nature sonnera peut-être, à suivre...

Pour le reste, ça ne va pas encore bien fort, quelques mouvements de cheminots contre le salaire au mérite et à la tête des plus soumis. Là encore, l'arbitraire s'installe, les collectifs de travail sont menacés et les injonctions de productivité, relayées par une hiérarchie zélée, effacent la notion de service public. Services publics en danger aussi dans la santé, les organisations syndicales des hôpitaux de Paris (AP-HP) ont appelé à la grève suite à l'annonce de la suppression de 1820 postes de non-soignants d'ici à 2009. Sous-effectif ici, suppression de postes là, tout va dans le sens de la fermeture des hôpitaux, d'une dégradation des soins et, mais faut-il le répéter, d'une médecine à deux vitesses. Peut-être, là aussi, à court terme assisterons-nous à un réveil des agents et des salariés du public car la revendication sur les salaires et le pouvoir d'achat doucement monte, tout comme dans le privé. Alors, pourquoi pas une bonne grève en mai? Allez chiche, on démarre, tous ensemble, le lundi de Pentecôte!

Petite victoire juridique, la CGT a eu gain de cause contre la direction de Perrier. Peut-être qu'à la suite de cette décision quelques emplois sur les 1100 menacés d'ici à 2007, par la réorganisation industrielle, seront préservés. Avec ou sans zest de citron, lutter toujours et sur tous les terrains.

Cela dit, et en attendant le Grand Soir, ce sont toujours les prédateurs de la finance qui

gèrent le monde et leurs affaires. Pour eux, pas de quartier, l'économie est tout sauf une science humaine mais qui en doutait? IBM France, après avoir divisé par plus de deux le nombre d'emplois en quinze ans, de 24000 à 11000 bons et loyaux serveurs, prévoit de liquider encore 10 % de son effectif. Ce sont 1000 départs qui sont aujourd'hui annoncés. Itou chez Heineken qui, faute de buveurs en assez grand nombre, malgré la solidarité des supporters du PSG, va sacrifier 204 emplois d'ici à 2007. Tout comme chez Signalest (Moselle) qui en supprimera 36 sur 64 pour les mêmes mauvaises raisons de restructuration ou, en d'autres termes, afin de mieux rémunérer le capital contre le travail.

Même dans les casinos, rien ne va plus. Celui de Gujan-Mestras (Gironde) n'ouvrira sans doute pas et les vingt-cinq employés sont Gros Jean comme devant. Ça rigole pas chez les mafieux blanchisseurs, un petit coup de fil à qui de droit et finie la concurrence. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Au-delà des limites hexagonales, c'est du kif-kif, en Allemagne où le progrès social est une loi de la compromission de classe. Une partie des salariés de l'équipementier Delphi va passer à 44 heures hebdomadaires au lieu de 40, bien sûr sans contre-partie salariale. Mais avec des promesses, leur bon maître a juré ses grands dieux qu'il renonçait à tout licenciement sec en Allemagne, mais seulement pour cette année... encore une victoire à la Pyrrhus. On en reparle en 2006. Canada, Wal-Mart continue sa campagne d'intimidation contre les salariés qui prétendent se syndiquer. La direction a en effet organisé un vote

sous pressions amicales, comme il se doit, pour inciter les salariés à se prononcer contre le syndicat. Même la Commission des relations du travail du Québec trouve que le distributeur y va un peu fort. Alors, l'honneur est sauf...

États-Unis, non seulement tu bosses et tu te tais mais si tu fumes, je te vire. C'est la nouvelle philosophie de l'assureur Weyco (Michigan). L'entreprise, après la taxe sur les fumeurs instaurée en 2004, soumet ses salariés au dépistage du tabac et menace les nicotineurs de prendre la porte. Mais qu'on se comprenne bien, une telle mesure n'a pas pour but d'améliorer, dans une logique toute paternaliste, la santé des travailleurs, mais de réduire les dépenses de santé de ladite société qui, dans le cadre de la convention d'entreprise, en prend une part en charge.

Quant aux smicards, ils se portent bien, plus de 9 % en 2004, soit plus 1 million de personnes. Enfin, une organisation de travailleurs qui se développe. Du côté des quartiers de noblesse, le Baron ose déclarer avant de nous quitter que le niveau du SMIC est trop élevé. Encore une façon de se faire bien voir pour se faire élire, Baron des barons. Pendant ce temps-là, le Medef des Hauts-de-Seine (le 9-2, la petite patrie de Pasqua et de Sarko) organise, tiens, tiens... des stages de préparation à la garde à vue – juré, je ne déconne pas.

Sans vouloir déprimer Billancourt – y'a plus grand risque d'ailleurs –, le pire est encore en venir. Certes, la directive Bolkestein est mise sous le coude des eurocrates en attendant le référendum sur la Constitution européenne. Elle repassera en effet, qu'on ne s'y méprenne pas, en gros ou en détail, dans quelques mois sauf pour les secteurs où, de facto, elle est déjà à l'œuvre.

Le pire, c'est l'arrivée de Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale. Pour les pays émergents (depuis le temps qu'on en parle), cela signifie: « Adieu, veau, vache, cochon, couvée, écoles, hôpitaux, réseau d'eau potable, électricité, etc. » Après la guerre en Irak, c'est la guerre aux plus pauvres qu'il prépare.

Hugues

groupe Pierre-Besnard



## Environnement

### L'Alaska bientôt reconverti en pétrodollars

**LE MONDE LIBERTAIRE** l'avait prévu, les sénateurs américains l'ont fait ! Ils viennent de donner leur accord pour forer le pétrole du parc naturel d'Alaska : « Une décision jusqu'alors retardée par souci de protection de l'environnement, mais aujourd'hui justifiée par la hausse du pétrole brut. » Cette juteuse mesure rendra les États-Unis moins dépendants du Moyen-Orient en produisant 4 % des importations américaines, soit 5 milliards de dollars d'économie sur dix ans. Les travaux commenceront après accord du budget, c'est-à-dire, dans quelques mois. Bush s'en félicite, jure, crache et promet : « Une exploitation responsable », quand on sait que ce terme est galvaudé par les grandes entreprises internationales qui ne l'utilisent qu'aux seules fins de justifier une démarche pseudo-éthique dans leurs bilans annuels.

L'opposition joue son rôle, s'oppose et dénonce : « Une attaque par traîtrise, contre une des merveilles mondiales les plus précieuses. » Kerry en personne envisage même d'empêcher le plan de forage, mais comment ? Une prétention bien innocente, comparée à la force de nuisance des lobbys pétroliers d'outre-Atlantique. Face à cette réaction épidermique, la secrétaire de l'Intérieur s'est d'ailleurs empressée de promettre « la mise en place de moyens modernes permettant de ne rien abîmer, avec le recours au repérage du pétrole par satellite et une exploitation minimale (2 000 hectares sur une surface totale de 1,5 million) durant l'hibernation des animaux, sans laisser aucune trace néfaste, à la fonte des neiges ». Un vrai conte de fées, façon Walt Disney mettant en scène les derniers bébés phoques, tranquillement réveillés par les rayons d'un soleil printanier !

Ce discours idyllique est loin de convaincre les organisations écologiques effarées par la disparition annoncée d'un des derniers espaces naturels de la planète (si l'on excepte les 200 habitants eskimos du village de Kaktovik), mais que représentent quelques pékins et mètres carrés de terres vierges, à côté des intérêts bushiens ? Une assoc environnementale assimile les propos de la dame de l'Intérieur à « l'image d'une chaise, dont on prendrait uniquement les pieds comme référence, pour mesurer sa surface au sol ». La réalité est naturellement bien différente : un tel projet implique nombre d'équipements, dont la construction de routes et de pipelines. D'autres militants écologues exigent des constructeurs auto qu'ils limitent la consommation d'essence des véhicules particuliers à 6 litres aux 100 kilomètres, soit l'équivalent total du pétrole importé des pays du Golfe par les States. Mais une telle solution, simple et fondée sur la décroissance, aura-t-elle raison des énormes enjeux capitalistiques engendrés par l'opération, surtout quand on connaît les motivations profondes des zozos concernés ?

Patrick Schindler

Groupe-claash@federation-anarchiste.org

## Quand l'autruche éternue...

### Cuit

« Le pape voit déjà et touche déjà le Seigneur. » Camillo Ruini, cardinal.

Comme dit Robert-du-bistrot, voir c'est bien, toucher c'est mieux. Et d'ajouter : le pape, c'est comme les vieilles bagnoles, dès qu'on fout les pattes sous le capot, on se rend compte que le moteur est cuit.

### Simple complexe

« Le oui simpliste est plus efficace que le non complexe. Et inversement. » Raffarin, qui fume grave.

Le non simpliste serait donc selon lui moins efficace que le oui complexe, lequel est plus simple qu'un oui simpliste qui est plus compliqué que le non. Je crois que c'est clair, oui-non ?

### Un gris

« Je vois l'élection d'un pape italien un peu gris. » Vittorio Messori, historien du catholicisme.

Bah, du moment que c'est pas un nègre...

### Les rames et les enfants d'abord

« Je n'ai jamais cessé de ramer. » Chevènement, au long cours.

De galère en galère, de chaloupe en chaloupe, de canot de sauvetage en récupération en mer, l'histoire du dernier phoque socialo-national s'écrit à l'Ancre (ahah). Une question pourtant nous taraude : où va-t-il échouer cette année ?

### Lui vomir dessus

« Si j'avais voulu aller aux p..., je n'aurais pas eu besoin de sortir dans la rue. À Matignon, nous sommes entourés de filles superbes. » Ambiel, Dominique, ancien mentor de Raffarin.

Le gars continue de nier, même s'il fut condamné deux fois après qu'on l'eût surpris en compagnie d'une prostituée mineure. Le gars, en habitué, parle d'aller aux p... comme d'autres vont chez le tripié. Par ailleurs, le gars laisse entendre qu'une « fille superbe » en est nécessairement une... Cela fait trois bonnes raisons de lui vomir dessus dès que l'occasion s'en présente.

### L'artiche

« La politique de la feuille d'artichaut est contre-productive. » Marini, sénateur UMP.

Déjà, des millions de Français, au lieu de déclarer leurs impôts, ont déclaré leurs artichauts.

### Grand jeu-concours

« Le Medef ne demande qu'à travailler avec la gauche qui comprend, ou la droite qui ose. » Seillière, *Nouvel Obs'*.

Gagne un abonnement au *Monde libertaire* en répondant à la question : qu'est-ce qui différencie, sur le fond, la « gauche qui comprend » de la « droite qui ose » ? Réponse à envoyer avant le 10 mai 1981, accompagnée d'un chèque de 308 francs trente à l'ordre de Ladriss, Frédo (préciser au dos : pour le Maldo).

### Un point c'est tout

« Jean-Paul II, c'est le pape du point d'exclamation. » Giancarlo Zizola, vaticaniste.

Aujourd'hui, ce serait plutôt celui du point final.

Frédo Ladriss

(sources : France Info, Libération, le Monde, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

# Vous avez aimé Bolkestein...

## vous adorerez la directive sur le travail

DEPUIS L'ORIGINE, les hommes – et avant eux les primates sociaux – ont recherché la stabilité et la sécurité. La vie en groupe est un facteur de sécurité pour cet animal faible. L'homme n'est ni très fort, ni très rapide, ni caparaçonné, griffu ou pourvu de défenses efficaces contre ses prédateurs. Ses chances de survie sont donc liées à la capacité du groupe à lui assurer sécurité physique et alimentaire. C est le sens historique de la socialisation.

Depuis l'organisation des hordes à l'État, en passant par les villages puis les villes fortifiées, entraînant la division des tâches (guerriers, chasseurs, cueilleurs puis agriculteurs, forgerons) et la gestion commune des ressources (greniers à céréales, irrigation), cette division du travail implique une solidarité entre les individus, car il est improbable qu'un individu isolé puisse survivre.

L'homme social est le résultat de milliers d'années d'évolution et de sélection naturelle. On peut dire que l'homme naît social, qu'il a besoin de ses semblables, et que seule l'entraide et la solidarité lui ont permis de survivre, de s'adapter, de développer l'intelligence qui lui permet de maîtriser les éléments.

On peut relire Kropotkine à ce sujet. L'intelligence elle-même est sociale puisque son développement découle de la transmission des savoirs, expériences et déductions, et de l'échange social, par le biais du langage, fait social par excellence puisque l'enfant l'apprend par imprégnation.

Et c'est bien le danger du libéralisme, d'isoler hypocritement l'individu dans sa compétition contre les autres, en occultant le fait que personne ne peut réussir s'il ne bénéficie d'une éducation, d'une protection, de soins de santé de la part de la collectivité, de structures stables permettant la conservation des richesses. Ces structures sont sociales. Le self-made-man est un mythe dissimulateur. Le véritable but du libéralisme est d'isoler les individus pour pouvoir les racketter sans résistances. C'est pourquoi il s'est toujours opposé



aux solidarités organisées qui empêchent les possédants d'exercer leur chantage à l'emploi sur les classes déshéritées qui n'ont à échanger que la force de leurs bras.

Après la parenthèse des Trente Glorieuses, où, effrayés par la perspective de perdre leurs privilèges dans un basculement prosoviétique, ils furent contraints de céder aux revendications ouvrières, et rogner leurs marges bénéficiaires. Alors qu'en 1973 la part des richesses attribuée aux salaires était de 70 % contre 30 % pour la « rémunération » du capital, elle est aujourd'hui de 60 % pour la rémunération du travail contre 40 % pour les actionnaires. Ces derniers se contentaient de 10 % de rendement, ils en exigent 15, sous menace de délocalisation. Ils considèrent la main-d'œuvre comme une matière première, une ressource (humaine), à gérer comme le minerai de fer ou de charbon, un coût à chiffrer dans leurs bilans. Pour faire baisser le prix du travail, ils mettent en œuvre la précarité, qui devient un mode de gestion de la société libérale. Les patrons veulent détruire la solidarité organisée pour pouvoir exercer leur chantage sur des individus isolés et désarmés, n'ayant d'autre issue que de vendre au mieux leur force de travail. Le développement technique ayant réduit le besoin de main-d'œuvre, les salariés sont mis en concurrence. Après avoir utilisé le travail des femmes pour faire baisser les salaires, les libéraux ont créé la sous-catégorie des « jeunes » affectée à des sous-emplois précaires et sous-payés.

Le développement de l'intérim et des contrats à durée déterminée est l'illustration de cette politique. Aujourd'hui, un emploi créé sur deux est un CDD. L'intérim prospère : certains salariés sont intérimaires sur le même

poste pendant plusieurs années. Et les gouvernements « de gauche » n'ont jamais fait le ménage. Grâce au CDD, le travailleur fait plus de zèle en espérant l'embauche définitive, il ne se syndique pas, ne réclame pas, accepte les infractions au Code du travail, la non-rémunération des heures supplémentaires et un petit salaire, craignant d'être remplacé par quelqu'un de plus conciliant.

Le travailleur n'est plus une personne humaine, mais une variable d'ajustement dans la pratique du management, un outil, que l'on achète le moins cher possible, et que l'on met à la casse dès qu'on n'en a plus besoin. Les patrons utilisent aujourd'hui le chantage à la délocalisation pour signifier aux travailleurs récalcitrants qu'ils peuvent très bien aller acheter de la force de travail bon marché en Chine ou en Roumanie. Mais leur rêve est d'en finir avec le contrat de travail à durée indéterminée, et le Medef fait clairement campagne pour le contrat de mission, d'une durée de cinq ans, renouvelable au gré du patron. C'est une nouvelle féodalité qui se profile, avec la connivence des Sarkozy et autres libéraux, féodalité que l'on retrouve en filigrane dans le texte de la future Constitution libérale européenne, qui gravera dans le marbre les principes intangibles de l'économie de profit. Et qu'on retrouvera dans la prochaine directive européenne sur le travail, où les contrats à durée indéterminée sont clairement désignés comme un frein au développement de nos entreprises. Cette marchandisation des travailleurs, ce mépris de la dignité humaine est une nouvelle barbarie, un apartheid social, le retour à une société esclavagiste. Les nouveaux esclaves pratiquant l'autosoumission consumériste, le crédit à la consommation si généreusement octroyé et encouragé par une publicité obsédante. Il n'est plus besoin de fouet quand les esclaves sont volontaires.

Daniel T.  
Lyon



# L'esclavagisme moderne

DEPUIS PLUS DE VINGT-CINQ ANS, sous le fallacieux prétexte de lutter contre le chômage, le patronat avec la complicité des différents gouvernements qui se sont succédé a bénéficié de l'argent public par le biais d'aides diverses et variées. Pour n'en citer que quelques-unes: la prime à l'emploi, l'exonération de charges sur

les bas salaires (SMIC), les emplois aidés (RMI, RMA, CES, CEC, CIE, les emplois jeunes) et maintenant les emplois tremplins.

Toutes ces aides n'ont eu pour effet que de grossir les rangs des travailleurs pauvres, de les précariser en les rendant encore plus dépendants. Dans le même temps, le patronat

engrangeait encore plus de profits. Cela ne suffit pas. Le plan de cohésion « dit social » de Borloo prévoit d'aggraver cet état de fait en contraignant les demandeurs d'emploi à occuper des emplois dont ils ne veulent pas. Si, malgré cette contrainte, le demandeur d'emploi s'avise de refuser de travailler pour un salaire de misère, indigne, il s'exposera à des sanctions.

C'est-à-dire, la suppression de l'allocation chômage, du RMI, de la CMU, de l'aide personnalisée au logement, etc.

Comme le disent si bien ces messieurs du gouvernement, l'aide sociale ne doit pas être une « solution durable ».

Mais, la soif de profits, l'appât du gain ne s'arrêtent pas là. C'est ainsi que les patrons n'hésitent pas à utiliser la fraude pour satisfaire leur appétit. Et tous les moyens sont bons. La fraude la plus courante consiste à sous-déclarer le nombre de salariés. La société divise par 2 ou 3, voire 4, ses effectifs.

La fraude c'est aussi de brouiller les pistes en changeant régulièrement le sigle de l'entreprise, ce qui permet de ne pas déclarer les salariés. La fraude, c'est également de créer une sorte de nébuleuse d'entreprises pour échapper aux contrôles.

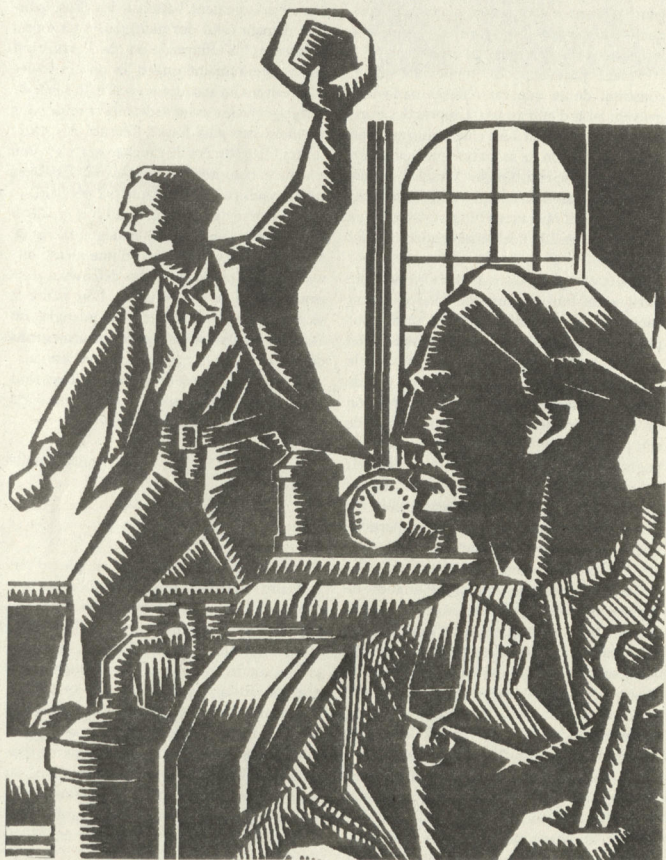
Parfois, c'est encore plus gros. C'est le cas de cette imprimerie de Rambouillet qui, pendant douze ans, fournit des feuilles de paie à ses dix salariés sans les déclarer à l'Urssaf.

Ces fraudes ne sont pas des cas isolés, puisqu'en 2002 plus de 6000 ont été recensées. Trop souvent, le pot aux roses est découvert à la suite d'un accident de travail, d'un arrêt maladie, d'une demande de relevé de points de retraite ou d'une inscription aux Assedic.

Dans cette société ultralibérale qui institutionnalise l'esclavage moderne, où règne l'effroyable puissance de l'argent, les travailleurs paient très cher le droit de tenter de survivre.

Dans ce monde où l'injustice et l'exploitation sont érigées en art de vivre, il est urgent que le silence des exploités devienne vacarme. Une chose est de souffrir de l'injustice, une autre chose est de la subir.

Justhom



# « J'ai tiré, j'ai paniqué... »

**« La guerre serait un bienfait des dieux si elle ne tuait que des professionnels. » La chose armée, marchant au pas cadencé du progrès technique et du sécuritaire, contredit décidément le vœu de Prévert. Un exemple.**

PARIS, gare d'Austerlitz, mercredi 3 novembre 2004. C'est le début de la soirée. Ballet des voyageurs qui quittent ou prennent leur train, s'attardant çà et là entre les marchands de journaux et les comptois. Un homme revient de banlieue. Il s'appelle Christian. Il sort de son wagon, fait quelques pas dans la gare. Croise une patrouille de trois militaires armés de fusils d'assaut. Là, haine de l'uniforme portée à son paroxysme, élan d'agressivité incontrôlé, il se jette sur eux. Deux des guerriers le maîtrisent à terre, le troisième, un caporal chef, s'éloigne de quelques pas, charge son arme, enlève le cran de sûreté, vise un peu en hauteur et tire une rafale qui s'achève dans le ventre de Christian. Deux coups au but. Pour lui, le voyage se termine aux urgences avec un séjour en hôpital psychiatrique à la clef.

Il faut vivre avec son temps. Les militaires d'aujourd'hui n'en sont plus à s'étriper entre collègues. Le progrès a mis à leur disposition de quoi privilégier les cibles civiles, lesquelles viennent désormais régulièrement grossir les statistiques funébres au titre de victimes collatérales. C'est un champ d'horreur comme un autre, un champ d'infortune où l'on finit plutôt par hasard.

Pour la raison ci-dessus évoquée, qui relève d'une réalité indiscutable, le pékin

moyen doit se garder d'asticoter les militaires. Par ailleurs, le bon sens, tout simplement, doit retenir les gestes agressifs : de même que l'on n'apprend pas la grimace aux singes, on ne donne pas l'exemple de la violence à ceux qui en ont fait leur métier.

Voilà tous les reproches que l'on pourrait adresser à Christian. Un sous-off de l'armée française a cru bon d'accompagner la leçon de quelques cartouches... L'habitude, sans doute. Il est vrai que ces trois militaires en patrouille revenaient tout juste de Côte d'Ivoire, où ce genre d'exercice était encore courant à l'époque, et même encouragé par l'état-major, avec les glorieux résultats que l'on connaît.

Mais, justement, ce même état-major, conscient de ce que ces réflexes pavloviens peuvent avoir d'embarrassant auprès des compatriotes, ordonnent à ses chiens de guerre en retour de mission de se mettre quelque temps au vert, si j'ose dire. Oubli? Manque de personnel? Élargissement subit (et non annoncé) du théâtre des opérations? Toujours est-il que ce 3 novembre 2004, les armes réglementaires ont parlé.

Elles ont parlé au nom de notre sécurité puisque ces fonctionnaires de l'État agissaient dans le cadre du plan Vigipirate. Ainsi, pour prévenir le public des risques présentés par tel individu jugé « dangereux », on « tire dans les tas », en pleine gare, à une heure de grande affluence. Puisque Dieu n'existe pas et qu'on ne peut parler de miracle, il s'en est fallu de très peu pour que d'autres victimes n'accompagnent Christian à l'hôpital, voire à la morgue. Et si l'on veut mégoter sur les moyens employés, en l'occurrence, il est dit que la réponse répressive doit être proportionnée à la menace. Christian était seul, sans arme. Cherchez l'erreur.

Après quelques milliers d'années de guerres diverses et variées, avec d'effrayants coups d'éclat ces cent dernières années, nous en sommes là, à constater que la vie ne pèse pas lourd. Au nom d'une cause, au nom d'un Dieu, au nom du bien public, on patrouille, on dynamite, on mitraille, on blesse, on tue. Réfrène-t-on la violence? Jamais. Garantit-on la sécurité? Pas plus. N'importe quelle arme dans n'importe quelles mains, fussent-elles animées par l'esprit le mieux intentionné, engendrera tôt ou tard l'abus, l'accident, l'irréparable. Une arme est destinée à donner la mort, et qu'on soit militaire, policier, bandit,

quidam ne changera rien à l'affaire tant qu'on s'obstinera à caresser une crosse, à taquiner une gâchette, à tenir en joue.

À quand la fin des armes? À quand la mort des armées? À quand le désarmement complet et sans condition du monde? À quand la raison humaine, la bonne volonté, l'élan fraternel pour régler les problèmes posés entre les hommes et les femmes de cette planète? On me trouvera naïf? Bah! Que risque-t-on, après tout? Craindra-t-on le chaos à l'heure où l'arme atomique, garnissant déjà largement l'arsenal des États, gonflera demain celui des mercenaires de toutes obédiences? S'effrayera-t-on de l'extinction de l'espèce humaine quand les pronostics les plus réalistes lui autorisent encore un siècle de pillage généralisé avant le dernier combat pour la survie des plus forts? Réveurs, les anarchistes? En cette ère de cauchemars, c'est une tendance compréhensible. Révolutionnaires aussi, moins par doctrine que par nécessité.

Le drame de Christian doit nous appeler à cette détermination. C'est l'épilogue (il risque d'y en avoir d'autres, hélas) d'une même histoire absurde où de prétendus défenseurs abattent la veuve et l'orphelin, où l'on assure la sécurité en suscitant dangers et inquiétudes, où l'on vise la paix dans la course aux armements divers et variés. On appelle ça la civilisation...

Parti de la roue et de la massue, le pouvoir n'en est encore qu'aux chars d'assaut. Il est certain que nous pouvons faire mieux.

André Sulhide



# Statistiques étatiques

1 FRANÇAIS SUR 10 SERAIT  
VICTIMÉ DE LA PAUVRETÉ

C'EST FAUX, LA PREUVE :



Jacques Langlois

**N**OUS SOMMES ABREUVÉS DE SONDAGES, d'enquêtes, de statistiques en tout genre. Le moins que l'on puisse dire est que ces choses sont largement manipulées. On va le montrer avec l'exemple des statistiques, les bien nommées puisque le mot renvoie à ce qui est relatif à l'état, à l'État. Les outils statistiques sont des modèles construits en vue de rendre compte de réalités utiles à connaître, mais pour qui et dans quel but ?

Les statistiques ne sont pas la réalité, mais une représentation de celle-ci. Comme la comptabilité, la statistique ne rend compte que de ce pourquoi et pour qui elle a été bâtie. La vieille comptabilité européenne avait été construite pour informer les pouvoirs publics, les investisseurs, les banques, les fournisseurs sur l'état de l'entreprise (bilan) et sur ses flux d'argent et d'activité (compte d'exploitation). Elle est en train d'être remplacée par la comptabilité à l'américaine, construite pour les actionnaires soi-disant seuls propriétaires de la boutique: il s'agit de mesurer le dégagement de valeur pour l'actionnaire et de valoriser le patrimoine en y incluant des actifs largement imaginaires et peu évaluables comme les brevets, le logo, l'image de marque, le portefeuille clientèle, etc.

Ainsi Enron, Worldcom, Vivendi, etc. ont pu falsifier leurs comptes afin de faire monter fictivement la valeur des actions. De même, la statistique, comme disait l'humoriste, est telle que le bikini: elle cache le plus important. Don-

nons-nous une idée des insuffisances et des lacunes, plus ou moins intéressées, de la statistique publique à la française, c'est-à-dire gouvernementale pour l'essentiel.

En effet, la France se caractérise par l'absence d'organismes indépendants de production de statistique. Ce n'est pas la tsarine Nicole Notat, ex-CFDT, organisation syndicale compradore, qui a créé une boîte d'audit social et environnemental avec des capitaux issus des grosses entreprises qu'elle fera auditer, boîte qui dépend donc doublement de ces dernières à la fois pour l'investissement et pour les commandes d'analyses, qui relèvera le niveau.

Car l'indépendance doit être double: vis-à-vis de l'État et au regard des puissances capitalistes ou de tout acteur social par trop intéressé. En réalité, pour se faire une idée assez exacte des choses, il faudrait pouvoir croiser et comparer plusieurs sources et il faudrait que les « organes » publics soient gérés en main commune par tous les acteurs concernés, et pas seulement par des fonctionnaires d'État (position typiquement proudhonienne). Prenons quelques exemples.

À l'heure qu'il est, l'État, c'est-à-dire le gouvernement, car l'État n'existe pas (c'est une forme symbolique signifiant que le pouvoir social ou souveraineté n'appartient à personne hormis le peuple), n'a toujours pas trouvé les moyens de bâtir un outil statistique convenable pour apprécier la situation et

l'évolution de la pauvreté en France. Mieux, Balladur avait supprimé le CERC (Centre d'étude des revenus et de la consommation) qui avait eu le toupet de montrer la progression de la précarité, du chômage, du sous-emploi, du temps partiel et, in fine, de la pauvreté. Le trostikard Jospin s'est bien gardé de recréer ledit CERC. Finalement, il a été récemment remplacé par un vague observatoire confié au curé Delors. Heureusement, une association (le RAI, le Réseau d'alerte sur les inégalités) a mis sur pied un outil statistique, le BIP 40 (consultable à l'adresse <http://www.bip40.org/fr>).

Le RAI met en évidence, ce qui relativise quelque peu les discours de l'ami d'Eyadema sur la fracture sociale et la cohésion du même tonneau à la Borloo, grâce à son baromètre périodique, la progression des inégalités et de la pauvreté. Cela corrobore les statistiques des Restos du cœur, d'Emmaüs, d'ATD quart-monde, etc.

C'est que l'INSEE demeure infoutu de comparer les revenus réels. Cela ne veut pas dire que les employés de l'INSEE sont des salauds, mais que cet organisme étatique est dirigé par des grands commis de l'État stipendiés par le gouvernement (M. Chirac a truffé tous les organismes publics avec ses affiliés ou sympathisants politiques).

Les chiffres de l'INSEE sont déformés parce qu'ils ne tiennent guère compte des revenus du patrimoine (habitations, titres), lesquels ont fortement progressé grâce à la politique de privatisation des retraites, assurances-vie, assurances-maladie et de création d'une « épargne populaire » par les plans d'épargne d'entreprise et les privilèges accordés aux PEA (plans d'épargne en actions ou le PER, plan d'épargne retraite).

Pourtant, les informations sont partiellement disponibles car on peut les trouver dans les déclarations d'impôt. On en déduit que de ne pas recouper les fichiers (en se protégeant derrière la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978) est volontaire afin de camoufler au maximum les réalités dérangeantes et d'obliger d'autres acteurs, dont on escompte qu'ils n'auront jamais les moyens d'établir de vraies statistiques (on spéculait sans doute même sur leurs difficultés afin de pouvoir dire que leur production n'est pas objective...).

Comme aurait dit Fernand Reynaud, les statistiques, c'est fait pour... On notera aussi avec grand intérêt que le plan Fillon sur la réforme de l'éducation nationale avait essayé de faire la peau à la filière ES (économique et sociale), regroupant pourtant un tiers des potaches. En effet, le Medef se plaignait de ce que les « profs » de cette filière, grands lecteurs du mensuel *Alternatives économiques* (journal de grande qualité et aux approches pluralistes), ne parlaient pas assez de l'entreprise et minorait les « enseignements » de la théorie économique classique (celle qui prétend fonder scientifiquement le libéralisme). Par ailleurs, cette filière se distinguait par un

enseignement en partie fondé sur un travail actif et coopératif des élèves sur la base de dossiers à constituer (bien avant les TPE).

M. Fillon voulait lui substituer une langue étrangère et avait le culot d'installer l'informatique au rang des savoirs fondamentaux, alors que ce n'est qu'un outil, par exemple de moulinage de statistiques, le contenu de ces dernières n'étant pas, évidemment, défini par un ordinateur.

Au lieu de former les jeunes à décrypter les statistiques et l'information, on leur donnait les moyens de surfer sur Internet, dont chacun sait que l'on y trouve ce que l'on y cherche, à condition de le savoir, ce qui implique une formation par exemple économique et sociale!

Les statistiques gouvernementales du chômage reposent sur un appareillage parfois suffisant, mais elles sont sciemment présentées pour doré la pilule.

Conformément à une norme internationale et européenne, on n'affiche que les chiffres de la catégorie 1, celle qui concerne les chômeurs à la recherche d'un emploi à temps plein et n'ayant pas travaillé dans le mois précédent (environ 2 500 000 chômeurs « officiels »). Cela permet de rester dans les 10 % de la population active, chiffre en progression malgré les brillantes analyses et promesses de Raffarien.

Cela permet de ne pas évaluer le sous-emploi, qui concerne les salariés à temps partiel désirant « travailler plus pour gagner plus », les stagiaires parking, les titulaires de contrats aidés (ex-CES). Cela évacue les pré-traités, les dispensés de recherche d'emploi (prétendument trop âgés), les dégoûtés de la recherche d'emploi (qui se contentent d'un RMI avant d'être pourchassés faute d'efforts suffisants pour s'insérer, etc.).

Le chiffre réel du chômage tourne donc, comme l'établit chaque mois *Marianne*, autour de cinq millions. Remarquez, il y a pire. Au Royaume-Uni ne sont déclarés chômeurs que ceux qui perçoivent une indemnité de chômage. Or, comme celles-ci sont ridiculement faibles, nombre de demandeurs d'emploi ne jugent pas opportun de s'inscrire. Ce qui signifie que les 4 % de chômage affichés par la Grande-Bretagne ne signifient rien.

Les États-Unis sont encore plus performants: avec 2 millions de taulards essentiellement noirs et hispaniques, par définition hors chômage, sur 281 millions d'habitants (0,75 pour mille, soit 75 fois plus qu'en France), on fait bel et bien baisser les statistiques. Certains pays du Nord sont plus subtils: ils sortent les chômeurs des statistiques en les déclarant en longue maladie ou handicapés.

Les statistiques sur l'évolution des prix sont elles aussi manipulées. La France s'illustre par déjà deux indices, un avec et un sans tabac. Je suggère un indice sans loyers, sans essence, sans alcools, etc. Il sera alors facile de prouver que le seul dont le pouvoir d'achat a augmenté est le SDF, puisqu'il fume des mégots, habite



sous les ponts, n'a pas de 4x4 et boit du Préfontaine à 12 degrés.

Depuis longtemps, l'indice CGT contredit l'indice officiel car, en réalité, il faudrait plusieurs indices en fonction des niveaux de revenus. Le pouvoir d'achat est une différence: entre le revenu et la dépense. Or, l'actuelle augmentation exponentielle des loyers, des carburants, des cotisations de Sécurité sociale ou UNEDIC, des impôts locaux réduit le pouvoir d'achat des pauvres sans que l'INSEE suive la mesure, d'autant plus que les salaires, en réalité, stagnent sérieusement.

L'organe (au sens de Soljenitsyne) vient à peine de concéder une baisse de 0,3 % en 2003. Le Bip 40, lui, a évalué cette perte à plus, et depuis longtemps. C'est qu'il raisonne autrement: les dépenses fixes (loyers, assurances, cotisations, impôts locaux, etc.) sont calculées à part et on y raisonne donc à partir d'un revenu effectivement disponible et non global.

L'INSEE intègre dans ses calculs la baisse des produits de haute technologie dont les prix baissent (CD, vidéo, etc.) ou dont la qualité augmente. Mais les plus démunis peuvent-ils acheter ces choses? L'INSEE tient compte de prix moyens, y compris dans les magasins

discount, mais ces derniers ne sont souvent accessibles que si le déshérité dispose d'un véhicule (de plus en plus taxé ou soumis à des dépenses obligatoires comme le contrôle technique ou victime des hausses des péages confiés à des sociétés privées car vendus à la Bourse).

Les manipulations gouvernementales sont souvent subtiles. Ainsi, le calcul du taux de prélèvement obligatoire (impôts plus cotisations sociales) est-il non seulement minoré mais en voie de diminution mécanique. Car le report d'une part de plus en plus importante de la couverture sociale et des retraites sur des mutuelles et des assurances privées (forcées d'augmenter leurs prix, suite au désengagement de l'État) fait que, comme ce n'est pas obligatoire, cela n'en fait plus partie. Des tas d'impôts sont camouflés: exemple, les frais d'hypothèque qui sont considérables et n'ont rien à voir avec le coût effectif des actes administratifs correspondants.

Autres exemples, les prétendus frais de prélèvement et de calcul des impôts locaux par le fisc national au lieu des communes (en gros 500 francs alors que cela coûte 40 au maximum à établir), les cotisations UNEDIC, les taxes sur l'eau, sur l'électricité, la redevance télé, etc. Ce sont des taxes, c'est-à-dire la contrepartie d'un service rendu, donc pas toujours obligatoire (d'où la confusion soigneusement entretenue entre impôts locaux, taxes d'habitation ou foncière, « redevances »).

Le seul indicateur véridique des prélèvements obligatoires, serait fondé sur le calcul annuel des dépenses réelles de l'État, des assurances sociales et des collectivités en les rapportant au PNB (PIB plus revenus venant de l'étranger). Dans les dépenses, il faudrait englober les déficits monstrueux et qui sont un chèque en blanc sur les générations futures.

Ce calcul montrerait que le chiffre réel des prélèvements publics est d'environ 65 % et non de 43,5 %! Quand il n'y a pas tout simplement racket.

Jusqu'en 1995, les compagnies des Eaux versaient un droit d'entrée aux municipalités concédantes remplaçant leur régie par une concession auxiliaires compagnies. Ces dernières s'en servaient pour financer des installations (stades, piscines, etc.) qui auraient dû être payées par les impôts locaux. Mais ça ne se voyait pas car la prime d'entrée était répercutée sur les factures des consommateurs, lesquels payaient donc deux fois, par les impôts et par les tarifs. Idem en ce qui concerne les fastueuses redevances de concession payées par EDF aux villes de Paris, Lyon, Marseille, etc. (500 millions de francs à Paris).

Les statistiques sur la délinquance sont perpétuellement trafiquées. Le 14 janvier

2005, Villepin a annoncé des chiffres globaux en baisse (global signifie un amalgame entre les vétilles déclarées et ayant dépassé le stade de la main courante [grosse astuce des poulets: ne pas aller au-delà pour faire baisser les statistiques] et les crimes de sang ou les violences physiques).

Or, les séquestrations (plus 6,31 %), les vols sur mineurs (plus 7 %), les vols à main armée (plus 8,69 %) étaient en hausse.

L'indicateur crimes et délits contre les personnes, abandonné par Villepin, était en hausse de 4,7 %.

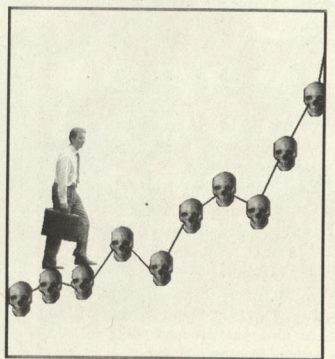
L'Observatoire de la délinquance (organe récent visiblement créé pour cacher la merde au chat et truffé d'affiliés de l'UMP et sympathisants) ayant malgré tout observé sur 31 crimes et délits (ce qu'il devait repérer) une hausse de 0,7 %, la DGP (Direction générale de la police nationale) a viré les « menaces et chantages » pour la faire disparaître.

Rappelons que Chirac a été élu en 2002 sur le thème de la sécurité, d'où la nécessité de truquer les chiffres et de modifier les bases de calcul.

Il faut donc exiger la mise en place d'organismes statistiques indépendants du pouvoir politique et/ou économique et faire organiser l'appareillage statistique par un conseil général regroupant les forces sociales réelles de la société civile.

Une statistique ou une comptabilité ne reflète jamais que ce pour quoi et pour qui elle a été construite. Elle ne donne une image que d'une réalité que l'on voudrait saisir. Mais ce n'est qu'une image de la réalité et non cette dernière.

C'est pourquoi il est important de comprendre que les instances gouvernementales et le pouvoir financier ont le plus grand intérêt à ne prendre en compte que ce qui les intéresse et à trafiquer les chiffres pour manipuler l'opinion publique. I.L.



# Hom... objet

APRÈS AVOIR DETOURNÉ, ridiculisé et bafoué tant et plus le corps de la femme, c'est au tour de celui de l'homme d'être pris comme « corps de cible » par ces êtres extraordinaires et merveilleux que sont les « créatifs » publicitaires.

La campagne récente des sous-vêtements masculins HOM est un témoignage, parmi d'autres, de cette nouvelle direction prise par la publicité.

Rougir de plaisir, *Juste pour toi et moi*, *Pour te faire craquer*: les « thèmes » sont là pour signifier. Le cadrage est serré sur la promesse de l'objet désiré (le sexe gonflé, les fesses rebondies). La tête, bien entendu, est absente...

Tout est là – texte comme image – pour convaincre le consommateur mâle adulte qu'il ne pourra pas se passer de ces quelques minces bouts de tissu auxquels son existence de mâle, voire même son identité d'homme, est suspendue.

L'utilisation du corps de ce dernier aurait-elle été à ce point abusive, aurait-elle brisé un tabou essentiel pour que le très sérieux BVP, entendez par-là le bureau de vérification de la publicité, se soit ému de cette campagne?

Il ne me souvient pas que ledit organisme ait été aussi réactif (tout en restant dans le domaine du simple avis, non contraignant mais permettant de se donner bonne

conscience) lorsque le corps féminin était en cause. On ne répétera jamais assez, dans ce monde où tout est destiné à faire du fric, combien l'utilisation du corps humain (quel qu'en soit le genre) participe du phénomène de l'exploitation dans lequel l'être humain, sans forcément en être conscient, s'enfoncé inexorablement.

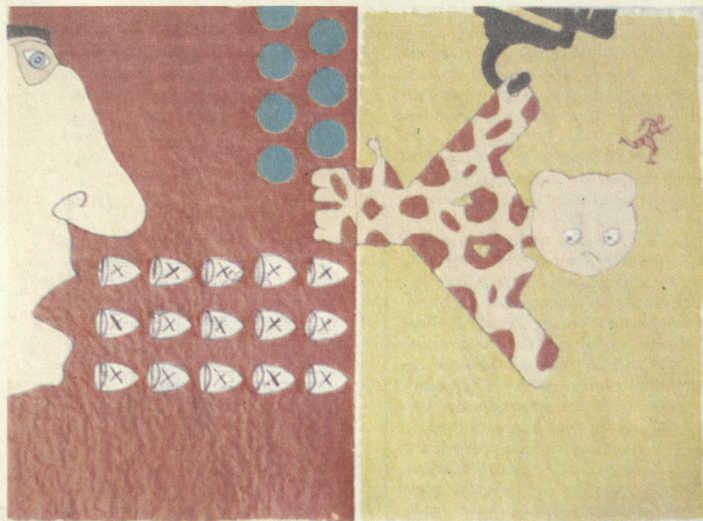
Il ne s'agit, bien entendu, que d'images, mais toutes ont le même objectif: nier l'humain, nier la personnalité de chacun et chacune d'entre nous en nous imposant une image fragmentée, abrutissante.

Quand elle se comporte comme cela, et c'est le cas neuf fois sur dix, la pub n'est que de la merde car elle vise, dans l'immédiateté, à nous rendre dociles et, à plus long terme, à faire de nos cerveaux des espaces disponibles pour les fascismes de tous ordres.

On pourrait cependant imaginer des publicités intelligentes, drôles et fourmillant d'imagination qui n'auraient rien d'autre à « vendre » qu'à nous faire réfléchir, à réveiller et développer en nous l'humain qui sommeille forcément quelque part.

Des images qui fassent progresser l'humanité en quelque sorte... laissons-nous porter à rêver, à utopier en tournant résolument le dos aux images qui nous déshumanisent.

Bernard Hennequin



Bernard Hennequin, Étonné.

## L'anarchiste tenace en société

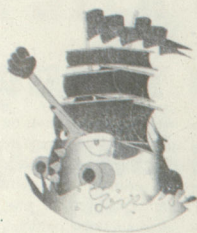
TENACE. Tenace n'est pas le premier mot qui vient à l'esprit pour décrire Colin Ward, dont l'ACL vient de publier *l'Anarchie en société* (10 euros), une longue et intéressante

conversation autobiographique avec David Goodway. Colin Ward est l'un des êtres humains les plus gentils, tendres même, que l'on puisse rencontrer. Tenace, pourtant. Parce qu'à 80 ans, anarchiste depuis l'adolescence, il n'a pas cessé d'écrire pour et sur l'anarchie, et surtout sur: comment mettre de l'anarchie dans la société « ici et maintenant ». Une trentaine de livres, et, de 1961 à 1970, l'édition en gros tout seul, la mise en pages en gros tout seul, parfois la rédaction complète tout seul, de l'excellentissime mensuel *Anarchy*. Quoiconque a jamais participé à un périodique appréciera la performance.

D'autant plus qu'évidemment *Anarchy* n'a jamais rapporté un sou à Colin, qui devait pendant ce temps-là travailler, comme architecte puis comme enseignant, pour nourrir ses enfants. Tenace encore parce qu'il s'est tenu à quelques principes: unir plutôt que diviser les anarchistes, éviter les querelles de personnes et tenter toujours de radoucir les querelles de principes, ne jamais renoncer à injecter un coup d'anarchisme partout où c'est possible, faire sortir l'anarchisme du ghetto des « pas-sérieux », des « rêveurs-déconnectés-de-la-réalité », des « vous-ne-savez-que-détruire-pas-construire » pour démontrer qu'il est un projet politique concret, réaliste, réalisable.

La place et le rôle de l'automobile, le logement ouvrier et le logement tout court, la vie des locataires, l'art de squatter, la place et la vie des jeunes catalogués délinquants, la vie des enfants dans la ville d'une part et à la campagne de l'autre, le vandalisme, la sexualité des jeunes, le lien entre structures architecturales et structures sociales, l'efficacité du travail par réseaux affinitaires à petite échelle, le vol par le privé des ressources en eau (l'ACL publiera, mais quand?, les *Voleurs d'eau*), voilà quelques-uns des domaines auxquels il a apporté une contribution décisive. Mais le livre vaut aussi pour les délicieuses vignettes de la vie de ces pelés, ces galeux magnifiques, qu'ont été les anarchistes britanniques tels que, par exemple, Alex Comfort, dont le livre *Joy of Sex* a été si précieux pour la libération sexuelle. Il faut lire la description du camp militaire perdu dans les îles Orkney, ou celle de la manière abracadabrante dont *Freedom* et *Anarchy* étaient imprimés... il faut tout lire!

Jean-Manuel Traimond



# UMANITÀ NOVA

SETTIMANALE  
ANARCHICO



anno 85 n. 5 euro 1

FONDATA NEL 1920

13 febbraio 2005

## Quatre-vingts ans de journalisme anarchiste

Giorgio Sacchetti

**Le 26 FÉVRIER 1920** paraît à Milan, dirigé par Errico Malatesta, le premier numéro d'*Umanità nova*. Il est quotidien. Dès le début, les autorités essaient d'empêcher sa parution. Les papeteries gouvernementales retardent la livraison du papier déjà payé. À cette occasion, ce sont les mineurs de Valdarno qui débloquent la situation en menaçant de faire grève dans les mines de lignite (mines qui fournissent les papeteries).

Le premier mois, *Umanità nova* est tiré à 60 000 exemplaires par jour. Ensuite, le tirage moyen tournera autour de 30 000. Le premier compte rendu financier fait état de 16 737,48 lire en caisse. À Boston, une souscription rapportait 4 000 dollars pour acheter une rotative et une monotype. Le préfet de Milan écrivait au ministre: « C'est un journal réalisé avec l'argent des souscriptions des anarchistes et de leurs sympathisants des différentes régions d'Italie et de l'étranger. L'aide reçue d'Amérique est importante. Le journal est diffusé chez les ouvriers et son prix de 10 centimes en facilite la diffusion. Son imprimerie est située à Milan, 3, rue Goldoni. Les dépenses de rédaction ne sont pas excessives puisque le personnel de la rédaction et de l'imprimerie n'est pas nombreux. »

Après le grand espoir et la défaite du mouvement d'occupation des usines, le journal continue sa publication malgré l'emprisonnement de tous ses rédacteurs.

L'arrivée du fascisme est fortement liée à la suppression violente de toute opposition. Le décret sur la presse de 1924 et les lois spéciales pour la défense de l'État entérinent une situation existante. Les journaux anarchistes subissent la même destinée que les journaux

syndicaux, socialistes, populaires et toutes les publications démocratiques. Les agressions visent en premier les journaux militants, ensuite ceux de réflexion culturelle et de débat. Les vingt-huit titres de journaux anarchistes existant en 1921 se réduisent à trois en 1926.

Après Milan, où le local d'*Umanità nova* est détruit, c'est aux compagnons de Rome que revient la charge d'envoyer une circulaire aux diffuseurs et aux correspondants avec l'annonce de la reprise. La fermeture définitive du journal, qui était passé de quotidien à hebdomadaire en août 1922 a lieu cette même année avec le numéro 196 du 2 décembre.

Les étapes qui ont abouti à cette fermeture sont: inculpation pour outrages, amendes pour de présumées irrégularités administratives, destruction de l'imprimerie par les fascistes et, pour finir, la mise en examen pour délit d'opinion de vingt personnes (rédacteurs, correspondants, membres du conseil d'administration), confiscation de documents et de la caisse du journal. Parmi les inculpés, il y a un certain Voline (« sujet russe non identifié »).

*Umanità nova* réapparaît de 1943 à 1945, avec quatorze numéros tirés à 8 000 exemplaires, imprimés à Florence, Gênes et Rome. Dans ses pages, on prône l'insurrection armée antifasciste et l'opposition à la dictature militaire des Alliés. C'était une réunion clandestine à Florence qui avait décidé la republication d'*Umanità nova*. C'est pour ces numéros que Lato Latini, imprimeur responsable du journal, est condamné à cinq ans de prison par le tribunal des Alliés, peine réduite à un an et exécutée à la prison Le Murate de Florence.

SETTIMANALE ANARCHICO

UMANITA' NOVA

Le premier numéro d'*Umanità nova* clandestin a comme éditorial: « Salut à vous, compagnons d'Italie et de tous les pays. Après le long silence qui nous a été imposé, nous reprenons avec la même foi notre place dans la lutte pour la libération de tous les opprimés. »

Il se réfère à Malatesta et, plus explicitement, à la théorie du communisme anarchiste et à l'expérience de l'Association internationale des travailleurs, et souligne de nouveau les principes très connus du front unique antifasciste. Les articles font le compte rendu des grèves ouvrières en cours « pour la paix et la liberté » et affirment que les horreurs de la guerre devront peser aussi sur la monarchie et le gouvernement monarchiste. On reproche à la Confédération générale du travail (CGIL), qui vient de se reconstituer, sa collaboration avec Badoglio, et on propose l'alternative suivante: « Nos syndicats doivent réunir toutes les énergies de l'usine, du technicien au manoeuvre. Ils doivent avoir leurs commissions internes, librement élues par les travailleurs et qui régleront la production pour préparer le passage à la propriété collective. »

En juillet 1944, les anarchistes romains sortent leur *Umanità nova*, numéro unique signé: Fédération communiste libertaire italienne.

À Gênes, où les dockers ont été les vrais centres de la résistance, à la veille de l'insurrection, la Fédération communiste libertaire lance un appel aux partisans anarchistes et au peuple - « L'heure est venue » - en distribuant pour l'occasion un numéro unique qui, comme à Florence et à Rome, reprend le titre du quotidien créé par Malatesta. À l'intérieur, il y a, avec l'invitation à renforcer le front unique des travailleurs, une lettre ouverte aux partis du CLN (Comité de libération nationale) dans laquelle est revendiquée une reconnaissance égale à celle des autres groupes antifascistes.

Dans ce même mois d'avril, l'édition de Florence annonce l'imminente constitution de la FAI et le programme à proposer aux « frères du Nord ». Les points principaux de cette déclaration d'intention reprennent le programme minimum déjà annoncé plusieurs fois. Il est fait d'un mélange de syndicalisme, de municipalisme fédéraliste, de communisme libertaire et de républicanisme social, avec une forte volonté utopique qui se réfère à la commune libre, au syndicalisme et au conseil de gestion.

Avec le congrès de la FAI (Carrare, 1945), est décidée la publication à Rome de l'hebdomadaire *Umanità nova* comme outil de propagande et de discussion à l'intérieur de tout le mouvement. Le journal se propose d'être le porte-parole du mouvement libertaire, présent avec des hauts et des bas dans le monde du travail, de la culture progressiste, de la gauche humanitaire, dans les manifestations d'antagonisme radical et de classes. Les changements de rédaction font également changer les perspectives. Au cours d'une première longue période, sous la gestion d'Armando Borghi, le journal se référait aux secteurs les plus avancés de l'opinion publique sensibles aux droits civiques et à la lutte pacifiste.

Après 1965, année où a lieu une scission à l'intérieur de la FAI qui voit la formation des Groupes d'initiative anarchiste, on entre dans une décennie très mouvementée qui part de la contre-information sur la « stratégie de la tension » en 1969 à la reprise des contenus libertaires chez les jeunes étudiants et ouvriers.

1974 est l'année du changement. La rédaction est confiée à Milan et, selon les décisions du congrès, elle devient collégiale et prise en charge à tour de rôle par différents groupes (le fonctionnement est encore le même aujourd'hui). De Milan, elle passe à Bologne, à Palerme, à Carrare, de nouveau à Milan, à Livourne, à Spezzano Albanese et à Turin aujourd'hui. Cette rédaction turinoise est une rédaction collégiale nationale. Elle est composée de compagnes et de compagnons de Turin, Milan, Reggio Emilia, Bologne, Spezzano Albanese qui correspondent entre eux via internet.

C'est encore en 1974 que le mouvement anarchiste décide de se doter d'une imprimerie à Carrare pour *Umanità nova* et beaucoup d'autres publications anarchistes. Aujourd'hui encore, *Umanità nova* sort des presses de l'imprimerie de Carrare.

Depuis 2005, le logo du journal a changé mais l'hebdomadaire reste un journal de lutte et de liaison. Des mouvements de 68 à ceux de 77 et à aujourd'hui, le fil rouge et noir des propositions anarchistes continue à se démêler dans le journal fondé par Malatesta.

G. S.

# Parce que, parce que, parce que...

**JE SUIS ANARCHISTE** parce que dans les asiles de nuit, on nettoie les clochards au balai-brosse.

Je suis anarchiste parce qu'il n'y a pas assez d'asiles de nuit. Et parce qu'il y en a.

Je suis anarchiste parce que parmi les objecteurs de conscience, il y eut des pactes pendant la guerre d'Algérie. C'est-à-dire que cinq ou six garçons entouraient un objecteur de conscience, lorsque les gendarmes le retrouvaient et lui ordonnaient de partir en prison.

À l'appel de « Michel Dupont », les six garçons se levaient ensemble et prétendaient tous être Michel Dupont. Ils maintenaient cette prétention devant les tribunaux, bien qu'être objecteur à cette époque valût la prison, et que mentir à un tribunal signifiait également la prison.

Et ils l'ont fait. Plusieurs fois.

Je suis anarchiste parce qu'à Sydney, ville qui n'a jamais subi la guerre sur son sol, l'une des plus belles vues sur l'immense baie se trouve en haut d'un plateau silencieux, boisé, devant l'océan énorme. Un peu derrière les arbres, il y a un fort, qui ne vit jamais un seul ennemi. Dans le fort, il y a un musée. Ce musée demande des volontaires, des donations, et vend des brochures, dont *Les dix commandements de l'artilleur*. Pour « entretenir la flamme »

Je suis anarchiste parce que mon grand-père, ancien officier des bataillons d'Afrique, m'a raconté comment il réduisait les fortes têtes à l'obéissance : en les ligotant à l'intérieur d'un baril de métal exposé au soleil du Sahara et en ne les déliant que trois jours plus tard. S'ils vivaient encore.

Je suis anarchiste parce que mon grand-père, ancien officier de 14-18, m'a raconté comment les Français se procuraient les bottes, bien meilleures, des Allemands. En sciant les jambes des cadavres au-dessous du genou, à la baïonnette.

Je suis anarchiste parce que j'ai rencontré un fermier chypriote dont la ferme avait été coupée par la guerre et qui irriguait malgré tout ses terres turques grâce à la pente de ses terres grecques.

Je suis anarchiste parce que, métais, quand je suis allé en Grèce, on a cru que j'étais un Turc ; on a voulu me tuer.

Je suis anarchiste parce qu'à la police des étrangers de Berlin on m'a pris, métais, pour un Turc (les policiers n'étaient pourtant pas grecs) : on a donc prétendu ne pas m'entendre, de l'autre côté du guichet.

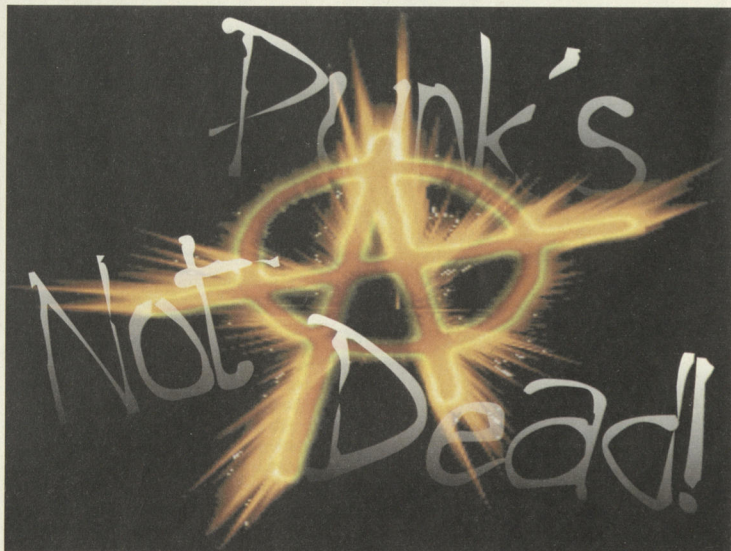
Je suis anarchiste parce que « police des étrangers » est une expression doublement immorale.

Je suis anarchiste parce que j'ai travaillé dans une usine qui produisait des peintures pour bateaux. Lesquelles avaient détruit l'odo-

Je suis anarchiste parce que nous ne sommes plus que 2 % de Français à ne pas posséder de télévision.

Je suis anarchiste parce que l'office du tourisme de Las Vegas est fier d'informer le public qu'une rue entière de la ville a été couverte d'écrans vidéo, de façon à bloquer la vue du ciel. Fier donc de détruire ce que Paul Virilio appelle la *liberté de perception*.

Je suis anarchiste parce que j'ai beaucoup lu ; ma mémoire abrite tant de plaisirs et tant



rat des ouvriers au point que ceux-ci, pour trouver un goût à leur déjeuner, le couvraient de poivre. Tant, et tant, et tant de poivre qu'on ne savait pas ce qu'ils mangeaient, parce qu'on ne le voyait plus sous le poivre.

Je suis anarchiste parce qu'à Tokaï, banlieue chic du Cap, en Afrique du Sud, j'ai vécu trois mois dans cent mètres carrés de confort et mille mètres carrés de jardins : deux cents mètres plus loin s'élevait une prison et à six cents mètres un bidonville. On m'a proposé de devenir membre du club de tennis des gardiens de la prison.

d'idées, tant de rêves et tant de pays, tant de palais et tant de caravanes, que je n'ai pas besoin d'être riche.

Je suis anarchiste parce qu'en un seul trajet dans le métro parisien, six personnes passent mendier.

Je suis anarchiste parce que le mot le plus obscène qui soit est le mot mendier. Quoique, à bien y réfléchir, il est difficile de penser que le mot patron le soit moins.

Nestor Potkine



# André Léo

## L'injustement oubliée

« Il est une autre guerre, à laquelle vous n'aviez pas songé, et qui dépasse l'autre de beaucoup en ravages et en frénésie. Je parle de la guerre civile. »

**CELLE QUI FAIT CE CONSTAT** (toujours actuel), en septembre 1871, est aujourd'hui bien mal connue. André Léo (1824-1900), en effet, n'a pas connu le sort de Louise Michel : elle n'a pas été « récupérée » mais totalement oubliée, ou plus justement, comme dit Alain Dalotel, qui en propose une biographie passionnante : « rejetée » ou « exclue ». Dans son livre inti-



tulé André Léo. *La Junon de la Commune*, il retrace la vie et les combats de cette communarde, libertaire et féministe engagée.

Léodile Béra (son nom de jeune fille), d'abord mariée à un socialiste proche de Pierre Leroux (Grégoire Champseix), parvient, à la mort de celui-ci, à gagner sa vie en écrivant sous le pseudonyme d'André Léo pour élever seule ses fils jumeaux. Elle fait scandale en s'unissant librement à Benoît Malon, dont elle est de dix-sept ans l'aînée. *Le Figaro* ironise : Benoît Malon « vient d'épouser radicalement madame André Léo » ! Leur histoire dure dix ans, après quoi, puisque « l'amour vrai n'existe que dans la liberté », elle le laisse partir vers d'autres aventures amoureuses et politiques. Et un journaliste de

L'estafette de noter en 1880 : « Encore un socialiste, Malon, qui doit toute son éducation et son renom à une femme » – une dette bien souvent passée sous silence.

### Une écrivaine libertaire et féministe

De nouveau seule, André Léo reste fidèle à ses idées libertaires. Amie des frères Reclus, de Jean Grave (« Vos idées qui sont les miennes »), elle déteste Proudhon et critique Bakounine. Toujours en marge des mouvements militants (« Rien ne me paraît plus oiseux ou plus fâcheux, que les questions de personnes ou de groupes »), elle s'oppose à tout dogmatisme et essaie de contrer l'influence de Marx, « le mauvais génie » de l'Internationale. Elle milite à la Fédération jurassienne en 1872, fonde le *Socialisme progressif* en 1873. Pour elle, les gouvernements – même républicains – ne sont que « des joueurs à la Bourse de l'imbécillité publique, qui haussent ou baissent avec elles » (*la Guerre sociale*).

Mais André Léo est d'abord une propagandiste féministe qui cherche à faire avancer la cause des femmes partout où elle le peut. C'est chez elle qu'est élaboré, en 1868, le programme de la Société de revendication des droits de la femme qui réunit, entre autres, Louise Michel et Noémie Reclus.

Elle fonde en février 1871 *la République des travailleurs*, journal de propagande socialiste, et, pendant la Commune, lance son fameux appel « Aux travailleurs des campagnes » pour rallier les paysans à la cause communarde. Mais elle ne manque pas de dénoncer l'absence des femmes dans la Commune (« Toutes et tous », « La révolution sans la femme »). Elle poursuit ses combats dans l'exil, à Genève, et même après sa mort, puisque son dernier engagement est posthume : elle laisse par testament une petite rente pour que soit tentée une « expérience collectiviste ».

Il nous reste ses livres, car dès les années 1860, la littérature est pour elle une arme de combat. Elle a laissé aussi bien des essais (*La Femme et les mœurs*, réponse aux thèses misogynes de Proudhon ou *Coupons le câble*, en faveur de la séparation de l'Église et de l'État) que des romans (plus de vingt, dont *Une vieille*

*filles*, les deux *Filles de Monsieur Plichon*, *Aline-Ali*, etc.). Malheureusement, seuls deux de ses livres ont été réédités : *La Femme et les mœurs* : monarchie ou liberté (aux éditions du Lérôt en 1990) et *Un mariage scandaleux* (les Cahiers du pays chavinois en 2000).

### Une biographie foisonnante

Pour ceux et celles qui veulent découvrir André Léo, l'ouvrage d'Alain Dalotel se lit comme un roman, avec de nombreuses anecdotes (un rapport de police de 1871 indique que Benoît Malon, « de concert avec sa maîtresse [...] attirait des jeunes filles dans le logement de cette dernière, où l'on se livrait à des orgies »!). Les historiens ou curieux y puiseront matière à poursuivre des recherches, grâce à des notes et sources extrêmement précises.

On trouve également en annexe deux lettres d'André Léo et son magnifique discours intitulé « La Guerre sociale », prononcé au Congrès de la paix en 1871, première grande défense publique de la Commune par un de ses membres. André Léo y dénonce « la calomnie officielle » devenue sous la République un service public : « Combien y a-t-il d'esprits indépendants qui se soient dit : Quand les vainqueurs ont seuls la parole, quand les vaincus ne peuvent rien alléguer ni rien démentir, il est de justice et de sens commun de suspendre son jugement. » On ne lui permet pas de poursuivre...

Merci à Alain Dalotel d'avoir fait revivre la figure d'André Léo, dans un ouvrage riche et précis (mon seul regret : que les romans ne soient pas davantage étudiés!) et surtout, d'une grande honnêteté : l'auteur y mentionne ses doutes, ses incertitudes, et dit toujours d'où il parle. Saluons cet effort pour approcher l'intimité de cette femme et mieux nous la faire connaître sans jamais vouloir substituer sa parole à la sienne.

Caroline Granier  
La Rue

Alain Dalotel, *André Léo (1824-1900). La Junon de la Commune*, Cahiers du pays chavinois n° 29, 2004, 199 p.

# Limoges : mémoire à vif

Avril 1905

Dans un climat social très tendu, où les grèves se sont multipliées depuis plusieurs semaines dans de nombreux secteurs, les ouvriers de l'usine de porcelaine Théodore Haviland demandent le 1<sup>er</sup> avril le renvoi d'un contremaître accusé de profiter de sa fonction pour user d'un droit de cuisson.

De leur côté, ceux de l'usine Charles Haviland se liguent contre un autre contremaître responsable du licenciement d'un ouvrier ayant enterré civilement sa fille de 5 ans. Les patrons refusent.

Le 2 avril, 1 200 ouvriers sont en grève. Pour contrecarrer le mouvement qui s'étend, les patrons décident le lock-out: 13 000 ouvriers, soit 3 fabriques sur 39 sont touchés.

Dès lors, la ville est en état de siège. La voiture de Théodore Haviland est incendiée par les manifestants, des barricades se

dressent, des armureries sont pillées, des ouvriers arrêtés.

Le maire est dessaisi de ses pouvoirs de police, et le préfet donne l'ordre d'occuper militairement la ville.

Devant l'insuccès des efforts du maire pour faire libérer les ouvriers détenus, la foule se rend vers la prison gardée par l'armée. Un arbre déraciné sert de bélier et défonce le portail. Lorsque la cavalerie arrive, la foule se replie vers un jardin où elle se retrouve bloquée. Un coup de feu part on ne sait d'où; les soldats tirent puis investissent le jardin. Un ouvrier de 20 ans, peintre sur porcelaine, est tué. La ville est en état de choc. Le 19 avril, 40 000 personnes suivent le cortège funèbre.

Le 25 avril, le travail reprend partout sauf à l'usine Beaulieu où les ouvriers poursuivent la grève encore plusieurs semaines.



Avril 2005

L'association Mémoire à vif donne l'occasion de partager les colères d'hier et d'aujourd'hui.

**14 avril 2005**, à 20 heures, projection du sixième épisode du *Pain noir* de Serge Moati, à l'espace Noriac à Limoges. Entrée: 4 euros (gratuit pour les demandeurs d'emploi et les moins de 13 ans).

L'Histoire est si souvent détournée, manipulée, voire falsifiée qu'il vaut mieux parfois raconter des histoires. Des histoires contre l'Histoire. Contre la mémoire « officielle ». Et les retrouver en chansons avec Jean-Michel Arnaud accompagné de Franck Mathieu.

Impossible lorsqu'on évoque les grèves de 1905 de ne pas penser au *Pain noir*, le roman de Georges-Emmanuel Clancier, adapté par Serge Moati pour la télévision en 1974, qui raconte près de soixante-quinze ans d'histoire du Limousin, de 1870 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à travers la vie d'une famille, les Charron.

C'est le sixième épisode, « Le tramway de la Révolution », que Mémoire à vif choisit de présenter car il traite plus particulièrement des événements qui se sont déroulés en ces mois de mars et avril 1905.

« Je tiens simplement à redire combien ce film est pour moi comme une histoire d'amour pour les hommes et les femmes de votre région: pour leurs souffrances et leurs espoirs, pour leurs combats, leurs défaites et leurs victoires. » Serge Moati dans *L'Écho* du 13 janvier 1975.

**16 avril 2005**, dès 16 heures, au théâtre de l'Union, une soirée a pour cadre un lieu chargé d'histoire lié au monde ouvrier.

Ouverture en chansons avec la Chorale des résistances sociales.

Suivie de *Putain d'usine*, lecture musicale du texte de Jean-Pierre Levaray qui décrit son quotidien dans une usine de produits chimiques de type AZF, avec Valérie Lavollé (lecture et chant) et Alain Brühl (saxophone, percussions ménagères et chant).

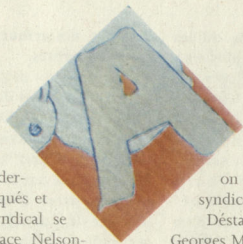
17 heures: projection du film d'Alima Arouali et Anne Galland: *On n'est pas des steaks hachés* (hiver 2001-2002, à Paris, au McDonald's de Strasbourg-Saint-Denis, quarante jeunes employés vont tenir tête pendant 115 jours au géant de la restauration rapide, jusqu'à la victoire). Avec l'aide de nombreux militants de leur comité de soutien, ils découvrent le droit du travail et la lutte syndicale.

18 heures: débat sur les luttes d'hier et d'aujourd'hui en présence de Georges Chatain, de salariés d'Haviland, d'acteurs du mouvement social, etc.

21 heures: *l'Utopie toujours*, concert de Dominique Grange accompagnée de Jérôme Thierry. Participation libre pour le concert.

En 1968, Dominique Grange a chanté pour les ouvriers en grève. La chanson reste pour elle « un outil de subversion », « une arme puissante contre le pouvoir ».

# Argenteuil, Val-d'Oise Bienvenue en Mothronie !



17h30, LE 23 MARS dernier. Environ 300 syndiqués et défenseurs du droit syndical se retrouvent devant l'espace Nelson-Mandela d'Argenteuil (Val-d'Oise) pour montrer leur désaccord face à la politique d'exclusion et de remise en cause des libertés fondamentales menée par le député-maire UMP de la ville, Georges Mothron. C'est cet espace, bâtiment de trois étages, qui est la cause de ce rassemblement. Tout est parti du projet du maire de réduire la superficie allouée aux syndicats – une partie des locaux ne serait jamais utilisée – et de l'octroyer aux services municipaux. La réaction ne s'est pas fait attendre.

À l'appel de huit syndicats, les manifestants s'apprêtent à rejoindre l'hôtel de ville, où la question doit être mise au vote en conseil municipal le soir même. Huit syndicats, certes, mais une majorité de cégétistes – Argenteuil est un bastion de la CGT – et des représentants de Sealed Air, filiale française d'une multinationale américaine spécialisée dans l'emballage industriel, en grève depuis un mois pour dénoncer le projet de délocalisation dans l'Yonne. Les syndicats reprochent aussi à Mothron de leur avoir supprimé leurs subventions – ce qui est tout à fait légal. Même si l'offensive antisyndicale du maire est inacceptable, nous constatons que les confédérations souhaitent avant tout conserver ce qui leur permet d'être des institutions reconnues au service des patrons et de l'État. En effet, comment agir pour défendre les intérêts des ouvriers et des salariés quand le cordon ombilical – l'argent – les relie en permanence à la classe dirigeante ? Quand elles entretiennent des permanents et mettent en place des hiérarchies, étouffent des revendications des plus démunis ?

Au bout d'une heure de marche, le cortège termine son parcours devant la mairie, immense bâtisse réalisée par l'ancienne municipalité communiste qui en a plombé le budget. Avec plus de cent cinquante manifestants, nous, les militants de la CNT et du collectif libertaire du Val-d'Oise, investissons la salle du conseil municipal d'Argenteuil. Gentiment et tranquillement, nous nous installons dans les tribunes, des tracts circulent, des affiches : « Un syndicat, c'est utile à tous » sont déroulées et une banderole est déployée sur laquelle

on peut lire : « Non à l'expulsion des syndicats ».

Déstabilisé, le député-maire UMP Georges Mothron bafouille, cherche ses mots et suspend durant quinze minutes la séance. Le temps d'appeler les flics.

Malgré les têtes ahuries d'un certain nombre d'élus, la mécanique de la démocratie parlementaire est bien huilée. Au retour des édiles, la pantomime reprend son cours. Dans les tribunes, tout le monde attend que la question de l'espace Mandela soit évoquée. Quatrième point à l'ordre du jour. En guise de hors-d'œuvre, l'évacuation des Restos du cœur de leurs locaux actuels. Indignation courtoise de son président suivie d'une réponse cinglante de Mothron :

« Les Restaurants du cœur sont hébergés dans le musée de la ville. Or, celui-ci est en rénovation et va être agrandi. Nous cherchons un nouveau lieu pour l'association, nous n'avons pas encore trouvé. »

Sourde indignation dans les tribunes, sans plus. Enfin, la question syndicale. « À notre arrivée, commence le maire, on a constaté que l'espace Mandela – il cherche ses mots, bégaye – une partie n'est pas occupée. Cela a été confirmé par des associations. Il y a beaucoup de poussière. »

Tollé dans les tribunes qui répliquent : « La poussière, c'est Mothron ! la poussière c'est Mothron. » Très vite, le ton monte, les slogans fusent : « Nous souhaitons que l'espace soit mieux réparti. »

La contestation prend de l'ampleur. D'autres slogans résonnent dans la salle : « Syndicats attaqués, démocratie bafouée ». Un élu communiste prend alors la parole, menace Mothron d'un mouvement d'ampleur s'il ne retire pas son projet, puis demande qu'un représentant de l'intersyndicale prenne la parole. Casquette vissée sur la tête, autocollants des huit syndicats collés à la veste, un dirigeant de la CGT s'installe à côté du député et lit son discours préparé. Tout se passe comme prévu, doivent se dire les élus, aussi bien communistes, socialistes, de droite que les principaux représentants des syndicats. Lui aussi menace Mothron et exige que l'espace Mandela devienne la maison des syndicats. Il parle bien, tout le monde l'applaudit. Ça chauffe dans les tribunes. Excédé, Mothron

laisse la parole à son premier adjoint chargé du dossier, Philippe Métézeau.

« La réforme que nous proposons, lancée avec froideur, est une optimisation de ces locaux. Vous nous reprochez de ne pas vous avoir consultés. C'est inexact, mais dans ce cas, nous vous rencontrerons séparément. Séparément, car vous n'avez pas toutes – les organisations syndicales – les mêmes besoins et les mêmes attentes. »

À nouveau tollé général. Des sifflets, reprise des slogans sans arrêt pendant un quart d'heure. Les élus communistes et socialistes se retirent, histoire de sauver la face – ils ne font qu'appliquer un scénario répété auparavant. Puis, en plein tintamarre, Mothron met au vote le projet qui est adopté par la majorité de droite. Dans les tribunes, l'écoeurement se lit sur les visages, la colère redouble. J'entends autour de moi des militants réclamer l'occupation de la salle, alors que la séance du conseil municipal se poursuit. L'ordre du jour défile sur l'écran géant, les votes s'enchaînent. Nous sommes toujours là, à hurler de plus en plus fort jusqu'au moment où les représentants syndicaux sonnent la fin de la récréation. Il faut à tout prix éviter l'affrontement avec les cognes. En quelques secondes, les manifestants, banderole repliée, évacuent la salle. On ne remet pas en question un mot d'ordre, voyons ! Pourtant, certains auraient bien passé la nuit ici pour faire la nique à tous ces guignols. Les CRS nous auraient sortis de là manu militari, mais au moins on n'aurait cédé sur rien, fiers de ne pas avoir fait de concessions.

La collusion entre les dirigeants des syndicats et les élus, quelles que soient leurs tendances, est évidente. Un arrangement de classe sur le dos des plus défavorisés. Voilà comment fonctionnent la démocratie parlementaire et les syndicats. Pourtant, des syndicats, nous en avons besoin, à condition qu'ils soient indépendants, autonomes et sans hiérarchie, et qu'ils soient le soutien des travailleurs dans leur lutte, syndiqués ou pas, sans chercher à contrôler leur combat. Quant à Mothron, il ne peut que se frotter les mains, quand élus et syndicats lui prêtent un coup de main pour éliminer les pauvres de sa ville.

Thierry Périssé  
groupe Makhno

# Creuse-Citron



**LECTEURS ET LECTRICES** de Creuse-Citron, vous n'êtes pas sans savoir que le groupe de la Fédération anarchiste de la Creuse a pris comme nom celui d'Arthur Lehning Ah bon! Pourquoi?

Arthur Lehning a traversé le <sup>XX</sup> siècle en restant fidèle à ses convictions anarchistes.

Né à Utrecht (Pays-Bas) de parents allemands, il se rapproche tout d'abord des milieux antimilitaristes et des anarchistes à la fin de la Première Guerre mondiale, après avoir étudié l'économie à Rotterdam et l'histoire à Berlin. Après avoir séjourné à Paris et à Vienne, il s'installe à Amsterdam et y publie une revue artistique et littéraire (*la Revue 110*) entre 1927 et 1929 où collaborent, entre autres, Le Corbusier, Kandiskis et Alexandre Berkman.

Très actif dans les milieux anarchosyndicalistes (notamment au sein de la FAUD allemande avec Rudolf Rocker), il sera secrétaire de l'Association internationale des travailleurs de 1932 à 1935. Fondée à Berlin en 1922, celle-ci avait pour but de rassembler les organisations syndicalistes révolutionnaires et anarchosyndicalistes qui se sentaient étrangères à la fois à l'internationale réformiste dominée par les socialistes et à l'ISR (Internationale des syndicats rouges) mise en place par les bolcheviks.

En 1935, il participe à la fondation de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam destiné au départ à recueillir l'énorme bibliothèque de Max Nettlau, puis aux nombreux écrits du mouvement ouvrier à une époque où l'installation des fascismes ou des dictatures rendait impossible la exploitation des sources pour l'histoire des exploités.

Ainsi les archives de la CNT espagnole, qu'il fallait mettre à l'abri après la victoire des franquistes. En 1936, il était en Espagne.

Entre 1939 et 1947, il s'occupe des collections de l'institut d'Amsterdam et plus particulièrement de la section anglaise d'Oxford. En 1952, il organise une bibliothèque à Djakarta, puis il rentre à Amsterdam pour se consacrer à l'édition des œuvres complètes de Michel Bakounine dont le premier volume sortira en 1961.

En 1999, le PC. Hoofd-prijs, le plus important prix littéraire en Hollande, lui a été attribué pour l'ensemble de son œuvre qui portait aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchiste et anarchosyndicaliste et de ses théoriciens et théoriciennes que sur la critique du bolchevisme et du modèle soviétique.

Le camarade Lehning est décédé dans l'Indre en 2000. Afin de ne pas laisser tomber dans l'oubli la mémoire d'Arthur, nous avons donc repris son nom pour notre groupe.

**Alain Dropsy**

*avec l'aide la revue « Itinéraire »*

## Bibliographie:

- Anarchisme et bolchevisme (Einaudi, 1971)
- Bakounine et les autres (10/18, 1976)
- Anarchisme et marxisme dans la révolution russe (Spartacus, 1977)
- Sans oublier les œuvres complètes de Bakounine.

## À Albert Sadik, mon frère de colle

**LE BON COPAIN** qui vient de nous quitter était pour moi une vieille connaissance. Je le vis pour la première fois en 1951 ou 1952 à la manifestation du mur des Fédérés où nous rendions ensemble hommage aux morts de la Commune de 1871.

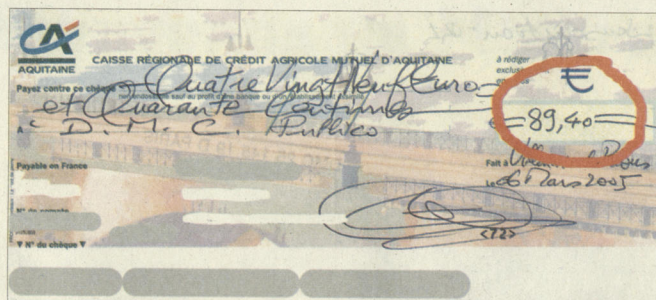
Entré à sa suite au groupe Louise-Michel, nous fûmes désignés pour les affiches dans la tournée du 18<sup>e</sup>. Cela dura longtemps, nous avons été « frères de colle » pendant au moins vingt ans. Albert était le gars de parole qui ne manquait jamais nos rendez-vous nocturnes, même quand nous passions ensemble nos nuits au « violon ».

Albert avait aussi un bon talent d'orateur, il n'hésitait jamais à se frotter aux professionnels des partis auxquels il n'accordait pas la moindre concession.

C'était un parfait militant que l'âge nous a ravi. À toi et à ta famille, salut et fraternité.

Jean-Ferdinand Stas

## La phynance de Radio libertaire Encore un effort pour la souscription



**EH OUI,** Le secrétariat de Radio libertaire envahit à nouveau les pages du Monde libertaire pour agiter le chapeau et demander des sous! Beaucoup ont sans doute déjà pris connaissance par la lecture du Monde libertaire ou l'écoute de Radio libertaire de la souscription lancée par son secrétariat dans le but de financer l'achat d'une nouvelle table de mixage. Car si l'actuelle a bien rendu son office durant dix années passées au studio, sa maintenance est devenue lourde et ardue. Aussi, en anarchistes organisés et avisés que nous sommes, nous préférons faire face dès aujourd'hui à son remplacement avant qu'elle ne rende l'âme comme aiment à dire les « corbeaux ».

Le coût total de la table s'élève à 15000 euros. Nous comptons pouvoir en financer par la souscription environ la moitié, soit 7500 euros. À cette heure, les soutiens enregistrés se montent aux deux tiers de nos espoirs. C'est certes encourageant mais hélas insuffisant. C'est pourquoi nous poursuivons notre appel à souscription. Alors, si parmi vous, il s'en trouve encore qui n'auraient pas envoyé leur participation, qui n'étaient pas encore convaincus du pourquoi d'une radio anarchiste, de la même façon que d'un journal anarchiste: il est encore temps d'envisager cet effort militant! Toujours est-il que nous saluons vivement les personnes pour leur soutien pécuniaire souvent accompagné de courriers sympathiques et autres clin d'œil comme l'illustration ci-dessus.

Un grand et chaleureux merci à elles toutes: Denise L. (Choisy-le-Roi), Chantale V. D.-B. (Avernes), Véronique G. (Itteville), Laurent F. (Paris), Jean G. (Clichy), Jérôme C. (Linas), Christophe E. (Chirac-Belleuve), Olga B. (Rodilhan), Philippe T. (Montreuil), Patrick B. (Pierrefitte), Mohamed E. K. (Paris), Claire E. K. B. (Paris), Priscilla N. (Le Pré-Saint-Gervais), Nelly T. (Radio libertaire, Femmes libres), B. M. et T. C. (Courcelles), Pascal M. (Boulogne), Sophie V. (Paris), Frédéric S. (Paris), Diane S. (Montreuil), Jean D. (Paris), Thierry V. (Paris), Richard T. (Sassenage), Serge V. (Cherbourg, Octeville), Alain B. C. (Itteville), Yves F. (Castenet), Monique

S. (Chatillon), Patrice F. (Vertou), Catherine S. (Vertou), Jean-Louis L. (Le Blanc-Mesnil), Isabelle V. (Le Blanc-Mesnil), Georges F. (Boussens), Antoine M. (Les Lilas), René B. (Orly), Anne S. (Charenton-le-Pont), Marie-Jeanne R. (Eaubonne), Francis V. (Chaumont), Catherine (Radio libertaire, Détruire l'ennui et DIY), Alexandre J. (Radio libertaire, Mangeux d'terre), Catherine L. M. (Paris), Jean-Louis S. (Saint-Hilaire-Saint-Mesnin), Pierre B. (Villeneuve-de-Rioms), Philippe C. (Aizenay), Philippe G. (Paris), Gilles S. (Paris), Paul R. (Suresnes), Aurélie D. de P., Thierry D. (Romainville), Daniel S. (Pont-Saint-Maxence), Serge L. (Vichy), Jean-Yves G. (Saint-Pancrasse), Gérard P. (Noisy-le-Grand), Matias V. (Caen), Michel D. (Saint-Malo), Thomas H. (Radio libertaire, Tempête sur les planches), Ugo C. (Saint-Barthélemy), Frédéric S. (Aurignac), groupe Kropotkine (FA, Aisne), Ahmed B. (Lamballe), Marie-Noëlle D. (Vitry-sur-Seine), Sylvain B. (Radio libertaire, Les destinées de l'histoire), Jean-Claude D. (Saint-Maur-des-Fossés), Yves D. (Montpellier), Thierry B. (Aubervilliers), Jean-Pierre L. (Regny), Frédéric A. (Paris).

En attendant, nous ne doutons pas des autres soutiens à venir pour une Radio libertaire jeune d'un quart de siècle, sans dieu ni maître et sans publicité. Car, après tout, la LCR est parvenue à obtenir 300000 euros des maires et autres instances par le biais de ses militants-VRP pour sauver son organe de presse. Alors pourquoi une poignée d'anars teigneux mais au cœur plein d'espoirs ne parviendrait-elle pas à s'accorder une poignée d'euros pour leur FM libertaire préférée? Pour qu'une telle pratique de l'idée anarchiste occupe encore longtemps les ondes hertziennes dans les meilleures conditions, n'hésitez pas à perpétuer la solidarité qui lui a permis de naître, et d'exister vaillamment. Salutations anarchistes.

### Le secrétariat de Radio libertaire

Pour rappel, les chèques sont à rédiger à l'ordre de DMC avec la mention « souscription » au dos, et à adresser à Radio libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Radio libertaire

### Jeudi 7 avril

**Si vis pacem de 18 à 19h 30**

Sur l'autre Afrique, résistance contre la guerre, la corruption et l'oppression avec Emmanuel Matondo, objecteur de conscience angolais.

### Samedi 9 avril

**Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30**

Reçoit des sans-papiers.

### Lundi 11 avril

**Le Monde merveilleux du travail de 20 à 21 heures**

Associé à la revue *Afrique XXI*, aura pour thème: de l'Algérie française à la Françalgérie.

### Mardi 12 avril

**Pas de Quartier de 18 à 19h 30**

Reçoit en direct René Schérer, philosophe épris entre autres de Fourier, qui viendra nous titiller sur le principe d'« hospitalité ». Tous à vos postes à galène!

### Jeudi 14 avril

**Si vis pacem de 18 à 19h 30**

Sera consacré aux communautés au cœur de la guerre en Colombie avec comme invité Martin, photographe.

### Lundi 18 avril

**Le Monde merveilleux du travail de 20 à 21 heures**

Animé par les syndicats de la presse de la CNT, sera consacré aux pigistes de la presse, tâcherons modernes, et aux combats qu'ils mènent pour sauvegarder leur emploi.

### Jeudi 21 avril

**Si vis pacem de 18 à 19h 30**

Sur le thème nucléaire civil ou militaire, la réponse est non!

### Samedi 23 avril

**Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30**

Reçoit « Souriez, vous n'êtes plus filmés ».

**89.4 MHz**  
en région  
parisienne

## Jusqu'au 12 juin

### Mons (Belgique)

L'Anarchisme à la Une au Mundaneum, rue de Nimy 76. Exposition et Munda-web ouverts du mardi au dimanche de 12 heures à 18 heures. Entrée à l'exposition : 2,50 euros ; tarif réduit : 1 euro.

### Jedi 7 avril

#### Nancy

Projection du film *Entretien avec Pierre Lehmann* dans le cadre des rencontres libertaires sur la décroissance à la fac de lettres, salle A145, à 20 heures.

#### Nanterre

Conférence-débat avec l'objecteur de conscience congolais Emanuel Matondo, organisée par l'UPF, à Nanterre Université, Amphithéâtre, RER A, à 12h30.

### Vendredi 8 avril

#### Paris 11<sup>e</sup>

Conférence-débat avec l'objecteur de conscience congolais Emanuel Matondo, organisée par l'UPF, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Salle verte, à 19h30.

#### Vannes

Débat ayant pour thème : « Croissance, développement durable, décroissance... Quels moyens pour répondre à l'impasse écologique et sociale du productivisme et du capitalisme ? » À l'invitation du groupe libertaire Lochu de la Fédération anarchiste, Jean-Pierre Tertrais, auteur d'un livre sur cette problématique, anime un débat, à 20h30, au Palais des Arts.

#### Pierre-Bénite (69)

Concert de Serge Ulgé-Royo, à 20h30, 4, place Jean-Jaurès. PAF de 15 à 12 euros. Réservations et infos : 04.78.86.62.90.

### Samedi 9 avril

#### Thenon

Concert de soutien au forum régional libertaire qui se tiendra à Sarlat les 25 et 26 juin, à la salle des fêtes, à 21 heures. Prix libre.

### Samedi 9 avril

#### Paris 11<sup>e</sup>

Dans le cadre des débats de Publico, 145, rue Amelot, le comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) propose une projection-débat autour de la situation actuelle au Chiapas et plus particulièrement dans la région de Montes Azules. Deux films seront diffusés : « Le mur de Tani-perla » qui retrace l'histoire d'une fresque peinte par les zapatistes et qui fut détruite le jour de son inauguration par l'armée fédérale ; et « Résistances », documentaire qui traite de la présence des forces militaires dans les communautés indiennes du Chiapas.

### Mardi 12 avril

#### Dijon

Le groupe libertaire dijonnais et le cinéma l'Eldorado organisent la projection du film-documentaire *le cauchemar de Darwin*, suivie d'un débat animé par Philippe Pelletier, géographe et anarchiste, à 20h15 à l'Eldorado.

### Jedi 14 avril

#### Paris 11<sup>e</sup>

La librairie Quilombo organise un débat autour de *le cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse aujourd'hui* au CICP, 21 ter, rue Voltaire à 19h45.

### Samedi 16 avril

#### Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Catherine Baker, auteure de

*Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal*, à 20h30, au 1 bis, rue Émilie, près de la gare RER E.

### Paris 18<sup>e</sup>

Rencontre-débat avec Alain Dalotel autour de son livre : *André Léo (1824-1900). La Junon de la Commune* à 15h30, à la Rue, 10, rue Robert-Planquette, métros Abbesses ou Blanche. (voir page 18 de ce numéro).

### Dimanche 17 avril

#### Paris 11<sup>e</sup>

Soirée de solidarité avec le 9<sup>e</sup> collectif de sans-papiers, avec Brixton Cats et 25, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, à 17 heures.

### Nancy

Rencontres libertaires sur la décroissance organisées par Alternative libertaire, Casbah, CNT, Fédération anarchiste, Marée noire et No Pasaran, à la MJC Bazin.

#### Vendredi 6 mai dès 18h30 :

Battacuda et Fanfare et, sous réserve, un théâtre de rue. Puis manifestation festive à pied, à vélo et en rollers, suivie d'un apéro.

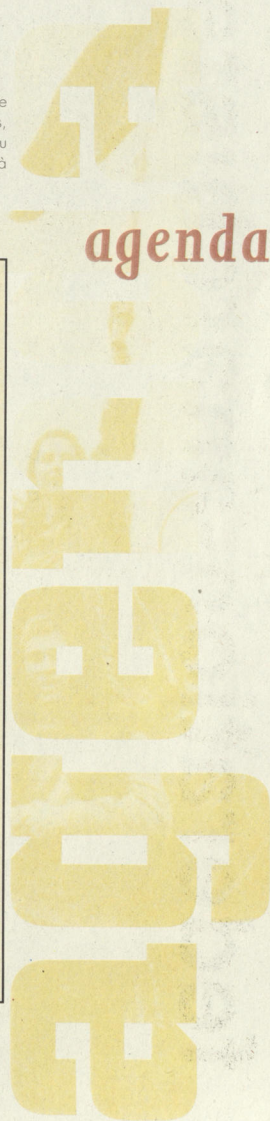
#### Samedi 7 mai dès 10 heures :

Deux ateliers-débats : informatique et consommation. Conférence : la décroissance, pratique de jeux coopératifs. Soirée cabaret à 21 heures : repas et animations (contes, jonglerie, magie, musique, etc.).

#### Dimanche 8 mai dès 11 heures :

Quatre ateliers/débats : sciences et techniques, énergies, transport et éducation. Concert à 21 heures.

# agenda



federation-anarchiste.org/rl

- Actes et cités •Balistik •Bibliomanie
- Blues en liberté •Bulles de rêve
- Bulles noires •Ca booste sous les pavés
- Ca rend sourd •Ca urge au bout de la scène
- Chants, contrechamps •Chronique hebdo
- Chronique syndicale •Chroniques rebelles
- De la pente du carmel, la vue est magnifique
- Décalages horaires •Des mots, une voix
- Désaxés •Deux sous de scène
- Echos et frémissements d'Irlande •Enjoy polar
- Entre chiens et loups •Epsilonia •Femmes libres
- Folk à lier •Gens du Sahel et d'ailleurs
- Goloss trouda, la voix du travail •Idéaux et débats
- Il y a de la fumée dans le poste •Jazz en liberté
- Koumbi •L'idée anarchiste
- L'invité du vendredi « Des droits et des hommes »
- L'invité du vendredi « Raison présente »
- L'invité du vendredi « Trait d'union » •La Boxe du Panda
- La contre face son •La grenouille noire
- La Philanthropie de l'ouvrier charpentier
- Le manège •Le Mélange
- Le Monde merveilleux du travail •Le Parisien libertaire
- Le présent têtu •Léo 38 •Les destinées de l'histoire
- Les enfants de Stonewall - Bistouri oui-oui !
- la radio trans faite par des trans...et pour tout le monde.
- Les enfants de Stonewall - Pédérama
- Les enfants de Stonewall « Affinités électives »
- Les enfants de Stonewall « Sida bla bla »
- Les liaisons dangereuses (Obsession'elles)
- Les liaisons dangereuses (Seppuku)
- Les mangeux d'erre
- Les Nuits libertaires « Orpheas antissa, les jardins d'Orphée »
- Les Nuits libertaires « Tous les 15 jours, on mange du poulpe »
- Les partageux de la Commune
- Longtemps, je me suis couché de bonne heure
- Lundi matin •Ni maître, ni dieu
- Nuits off •Offensive •Ondes de choc
- Paroles d'associations •Pas de quartiers...
- Petites annonces d'entraide •Radio cartable
- Radio espéranto •Radio libertaria •Radio ZAM
- Ras les murs •Réveil Hip Hop •Sans toit ni loi
- Si vis pacem •Swing en liberté
- Tempête sur les planches •Tormentor
- Traffic •Tribuna latino-americana •Wreck this mess
- Zone à mix

Radio Libertaire

la voix sans dieu sans maître et sans publicité

89.4 fm  
merci aux souscripteuses  
et souscripteurs de RL